

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 641**16 août 2001****SOMMAIRE**

AGBC S.A., Luxembourg	30725	City Developments S.A., Luxembourg	30734
AGBC S.A., Panama	30726	Clamax Investment S.A., Luxembourg	30736
C.F.C., Compagnie Financière Céramique S.A., Luxembourg	30736	Clamax Investment S.A., Luxembourg	30736
C.F.C., Compagnie Financière Céramique S.A., Luxembourg	30737	Clamax Investment S.A., Luxembourg	30738
C.L.N. International S.A.H., Luxembourg	30735	CMB Services S.A., Luxembourg	30738
California Finance S.A., Luxembourg	30728	CMB Services S.A., Luxembourg	30738
Cannizaro S.A., Luxembourg	30728	Cocody Investissement S.A., Luxembourg	30755
Cannizaro S.A., Luxembourg	30728	Cocody Investissement S.A., Luxembourg	30755
Capesius & Reding, S.à r.l., Hesperange	30729	Cocody Investissement S.A., Luxembourg	30755
Capet S.A.H., Luxembourg	30729	Codofinances S.A., Luxembourg	30738
Capet S.A.H., Luxembourg	30729	Colors Company, S.à r.l., Luxembourg	30739
Capitol Group S.A., Luxembourg	30729	Combeck, S.à r.l., Beckerich	30739
Carbon Consulting International S.A., Luxembourg	30728	Comp. d'Investissements Immob. S.A., Luxembourg	30739
Cardboard International S.A., Luxembourg	30730	Compagnie de Lorraine S.A.H., Luxembourg	30756
Carestellux S.A., Luxembourg	30730	Compagnie Financière Sauvignon S.A., Luxembourg	30738
Carson Int. S.A., Luxembourg	30730	Comptoir du Sel, S.à r.l., Windhof	30756
Carson S.A. Int., Luxembourg	30730	Comstock (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg ..	30755
Cassiopea Holding, S.à r.l., Luxembourg	30731	Comstock (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg ..	30767
Cavecan S.A., Luxembourg	30731	Concalux, S.à r.l., Luxembourg	30767
Caviarland S.A., Luxembourg	30732	Concalux, S.à r.l., Luxembourg	30767
CEL, Comptoir Electrotechnique Luxembourgeois, S.à r.l., Luxembourg	30754	Constellation Finance S.A., Luxembourg	30756
CEMVE, Centre Européen de Marketing, de Vidéo et d'Édition S.A., Luxembourg	30732	Cordoba Investment Holding S.A., Luxembourg .	30767
Celog, S.à r.l., Luxembourg	30730	D & K Immobilien S.A., Mamer	30723
Cerafer, S.à r.l., Strassen	30731	Daniska S.A.H., Luxembourg	30722
Chalet 2000, S.à r.l., Howald	30732	(The) Emerging Markets Strategic Management S.A., Luxembourg	30723
Chantraine S.A., Luxembourg	30731	G.V.H. Comptoir Luxembourgeois de l'Or et du Diamant, S.à r.l., Holzem	30732
Ciao Bella, S.à r.l., Luxembourg	30733	I.D. Entity S.A., Luxembourg	30722
Cipria, S.à r.l., Luxembourg	30733	International Fund Management S.A., Luxembourg	30757
Cité Gérance, S.à r.l., Luxembourg	30735	Meditfin International S.A. Holding	30729
City Bird Cargo S.A., Luxembourg	30735	Schenectady Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg .	30760
City Bird Cargo S.A., Luxembourg	30735	Sidex International Limited, Hong Kong	30739
City Developments S.A., Luxembourg	30734	Sidex International Limited, Succursale Luxembourg, Luxembourg	30754
City Developments S.A., Luxembourg	30734	(D') Sonnebänk, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	30754
City Developments S.A., Luxembourg	30734		

DANISKA, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 42.679.

Société anonyme constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 22 décembre 1992, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations n° 166 du 17 avril 1993; actes modificatifs reçus par le même notaire, en date du 10 décembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations n° 92 du 12 mars 1994 et en date du 9 juillet 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 554 du 8 octobre 1997.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 41, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2001.

Composition du Conseil d'administration

MM. Robert Roderich, administrateur de sociétés, demeurant à L-8118 Bridel;
Luciano Dal Zotto, administrateur de sociétés, demeurant à L-4423 Soleuvre;
Nico Becker, administrateur de sociétés, demeurant à L-5680 Dalheim.

Commissaire aux Comptes

Mme Nathalie Thunus, employée privée, demeurant à L-8540 Ospern.

Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle de 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2001.

Pour DANISKA, Société Anonyme Holding

Signature

(05518/546/2525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2001.

I.D. ENTITY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 49.595.

DISSOLUTION

L'an deux mille, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Norbert Dentressangle, chef d'entreprise, demeurant à F-26240 Saint Uze, ci-après nommé «l'actionnaire unique», représenté aux fins des présentes par Madame Sylvie Arpea, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, 10, boulevard Royal, en vertu d'un pouvoir sous seing privé donné à Saint Uze, le 22 décembre 2000, ci-annexé.

Lequel comparant, représenté comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la Société dénommée I.D. ENTITY S.A., société anonyme, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le numéro 49.595 établie et ayant son siège social à Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve, ci-après nommée la «Société»,

a été constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant le 23 novembre 1994, publié au Mémorial C numéro 128 du 22 mars 1995, et les statuts en ont été modifiés par un acte reçu par-devant le même notaire en date du 19 décembre 1997, publié au Mémorial C numéro 211 du 3 avril 1998.

- Que le capital social de la Société est fixé à cinq cent mille (500.000,-) francs français, représenté par cinq cents (500) actions de mille (1.000,-) francs français chacune;

- Que l'actionnaire unique s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société;

- Que l'activité de la Société ayant cessé, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme actionnaire unique en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- Que l'actionnaire unique se désigne comme liquidateur de la Société et qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;

- Que l'actif restant a été remis à l'actionnaire unique.

- Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée et que la société a cessé d'exister;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaire aux comptes de la Société pour leurs mandats respectifs;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant le délai légal de cinq ans au 23, avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg.

Le registre des actions nominatives de la société a été annulé en présence du notaire instrumentant.
Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités requises à la suite des présentes.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à dix huit mille (18.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Arpea et R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2000, vol. 127S, fol. 78, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2001.

R. Neuman.

(05602/226/53) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2001.

THE EMERGING MARKETS STRATEGIC MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 28.253.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2001, vol. 548, fol. 33, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

Pour THE EMERGING MARKETS STRATEGIC MANAGEMENT S.A.

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

Signatures

(05801/006/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2001.

**D & K IMMOBILIEN S.A., Société Anonyme.
(anc. D & K COURIERS S.A.)**

Siège social: L-8211 Mamer, 113, route d'Arlon.

L'an deux mille, le treize septembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme D & K COURIERS S.A., avec siège social à Luxembourg constituée à l'origine sous le nom D.N.A. STRUCTURE S.A. suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 19 décembre 1997, publié au Mémorial C numéro 258 du 20 avril 1998.

Dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire Joseph Elvinger, de résidence à Luxembourg, en date du 29 décembre 1999, publié au Mémorial C numéro 322 du 3 mai 2000.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Constant Aris, administrateur de sociétés, demeurant à Steinfort.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Maître Bernard Felten, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Antonia Flor, employée privée, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Monsieur le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du Jour:

1. Changement de l'objet social de la société et modification de l'article 4 des statuts, ainsi que changement de la dénomination sociale en D & K IMMOBILIEN S.A. et modification de l'article 1^{er}.

2. Transfert du siège social de L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal à L-8211 Mamer, 113, route d'Arlon et modification du premier alinéa de l'article 2 des statuts.

3. Divers

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des actionnaires décide de changer l'objet social de la société, et modifier en conséquence l'article 4 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet la gestion, l'administration, l'exploitation, la mise en valeur par vente, échange, construction ou de toute autre manière de propriétés immobilières et l'exercice de toutes activités accessoires ou utiles à la réalisation de l'objet social décrit ci-avant.

En outre la société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement.

Elle pourra prêter ou emprunter, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal au L-8211 Mamer, 113, route d'Arlon.

Troisième résolution

Suite à la résolution qui précède l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. Premier alinéa.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Mamer.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide à l'unanimité de changer l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Il existe une société luxembourgeoise sous la forme de société anonyme, ayant la dénomination D & K IMMOBILIEN S.A.»

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de trente mille francs luxembourgeois (30.000,- LUF).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Aris, B. Felten, A. Flor, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 14 septembre 2000, vol. 6CS, fol. 50, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningen, le 27 Septembre 2000.

P. Bettingen.

(49587/202/92) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2001.

**AGBC S.A., Société Anonyme (en liquidation),
(anc. AMBROSIANO GROUP BANCO COMERCIAL S.A.).**

Registered office: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 23.416.

In the year two thousand, on the eighteenth of December.
Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of AMBROSIANO GROUP BANCO COMERCIAL S.A. (the «Company») a société anonyme having its registered office in Luxembourg, registered with the trade register in Luxembourg under the number B 23.416, incorporated in Managua (Nicaragua) pursuant to a notarial deed of Maître Fernando Medina Montiel on 22 September 1977 and transferred from Managua to Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) pursuant to a notarial deed of the undersigned notary signed on 16 October 1985, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 4 December 1985, number 353. The Company has been put under liquidation pursuant to a deed of the undersigned notary on 21 December 1988, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 15 April 1989, number 101.

The meeting was opened with Mr Brian Andrew Smouha, chartered accountant, residing in London, in the chair, who appointed as secretary Mr Allen Gerald Paisley, chartered accountant, residing in London.

The meeting elected as scrutineer Mr Paul Mousel, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

1. Change of the denomination of the Company from AMBROSIANO GROUP BANCO COMERCIAL S.A. into AGBC S.A.;

2. Subsequent amendment of article one paragraph one of the articles of incorporation.

II.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III.- That the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to change the denomination of the Company from AMBROSIANO GROUP BANCO COMERCIAL S.A. into AGBC S.A.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, article one paragraph one of the articles of incorporation is amended by the general meeting. Article one paragraph one shall now read as follows:

«**Art. 1^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Durée.** Il existe une société anonyme de droit luxembourgeois sous la dénomination de AGBC S.A.»

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their first and surnames, civil status and residences, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du procès-verbal qui précède:

L'an deux mille, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AMBROSIANO GROUP BANCO COMERCIAL S.A. (la «Société»), ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 23.416, constituée à Managua (Nicaragua) par acte notarié de Maître Fernando Medina Montiel le 22 septembre 1977 et transférée du Managua à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 16 octobre 1985, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 4 décembre 1985, numéro 353. La Société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 décembre 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 15 avril 1989, numéro 101.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Brian Andrew Smouha, chartered accountant, demeurant à Londres,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Allen Gerald Paisley, chartered accountant, demeurant à Londres.

L'assemblée choisit comme scrutateur Me Paul Mousel, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale de la Société de AMBROSIANO GROUP BANCO COMERCIAL S.A. en AGBC S.A.

2. Modification subséquente de l'article premier paragraphe un des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale de la Société de AMBROSIANO GROUP BANCO COMERCIAL S.A. en AGBC S.A.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'article premier paragraphe un des statuts est modifié par l'assemblée générale. L'article premier paragraphe un devra désormais se lire comme suit:

«**Art. 1^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Durée.** Il existe une société anonyme de droit luxembourgeois sous la dénomination de AGBC S.A.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: B. A. Smouha, A. G. Paisley, P. Mousel, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2000, vol. 7CS, fol. 47, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2001.

P. Frieders.

(05867/212/102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

AGBC S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Registered office: Panama.

R. C. Luxembourg B 23.416.

In the year two thousand, on the eighteenth of December.

Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of AGBC S.A. (the «Company») a société anonyme having its registered office in Luxembourg, registered with the trade register in Luxembourg under the number B 23.416, incorporated in Managua (Nicaragua) pursuant to a notarial deed of Maître Fernando Medina Montiel on 22 September 1977 and transferred from Managua to Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) pursuant to a notarial deed of the undersigned notary signed on 16 October 1985, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 4 December 1985, number 353. The Company has been put under liquidation pursuant to a deed of the undersigned notary on 21 December 1988, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 15 April 1989, number 101 and the denomination has been changed into AGBC S.A. by a deed of the undersigned notary of this day.

The meeting was opened with Mr Brian Andrew Smouha, chartered accountant, residing in London, in the chair, who appointed as secretary Mr Allen Gerald Paisley, chartered accountant, residing in London.

The meeting elected as scrutineer Mr Paul Mousel, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. -That the agenda of the meeting is the following:

Transfer of the registered office of the Company from Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) to Panama (Panama).

II.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III.- That the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolution:

Resolution

In accordance with article 67-1 of the law of 10th August 1915, as amended, on commercial companies, the general meeting unanimously decides to transfer the registered office of the Company from Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) to Panama (Panama) and to continue the existence of the Company under the laws of Panama.

As a consequence, the general meeting grants all powers to each of the Liquidators of the Company to execute for and on behalf of the Company all agreements, documents, certificates, instruments and, generally, to do everything in connection with such transfer of registered office.

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing persons, this deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their first and surnames, civil status and residences, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du procès-verbal qui précède:

L'an deux mille, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AGBC S.A. (la «société»), ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 23.416, constituée à Managua (Nicaragua) par acte notarié de Maître Fernando Medina Montiel le 22 septembre 1977 et transférée du Managua à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 16 octobre 1985, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 4 décembre 1985, numéro 353. La Société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 décembre 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 15 avril 1989, numéro 101 et la dénomination en a été changée en AGBC S.A. suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date de ce jour.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Brian Andrew Smouha, chartered accountant, demeurant à Londres,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Allen Gerald Paisley, chartered accountant, demeurant à Londres.

L'assemblée choisit comme scrutateur Me Paul Mousel, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

Transfert du siège social de la Société de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) à Panama (Panama).

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Résolution

Conformément à l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide unanimement de transférer le siège social de la Société de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) à Panama (Panama) et de continuer la Société sous les lois du Panama.

En conséquence, l'assemblée générale donne tous pouvoirs à chacun des Liquidateurs de la Société pour signer au nom de la Société tous contrats, documents, certificats, actes et, de manière générale, pour faire tout ce qui pourrait être utile à ce transfert de siège social.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: B. A. Smouha, A. G. Paisley, P. Mousel, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2000, vol. 7CS, fol. 47, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2001.

P. Frieders.

(05859/212/96) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CALIFORNIA FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian.

R. C. Luxembourg B 56.195.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 45, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2001.

MAZARS & GUERARD LUXEMBOURG

Signature

(05929/636/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CANNIZARO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 63.287.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO. S.A.

Signature

(05930/587/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CANNIZARO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 63.287.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO. S.A.

Signature

(05931/587/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CARBON CONSULTING INTERNATIONAL, Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 66, boulevard Napoléon 1^{er}.

R. C. Luxembourg B 9.564.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(05938/226/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CAPESIUS & REDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5852 Hesperange, 10, rue d'Iltzig.
R. C. Luxembourg B 6.895.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 40, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2001.

Pour CAPESIUS & REDING, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES P.M.E.

Signature

(05932/514/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CAPET S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 47.402.

—
Le bilan abrégé du 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 56, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Signature.

(05933/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CAPET S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 47.402.

—
Le bilan abrégé du 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 56, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

(05934/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CAPITOL GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 64.311.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO. S.A.

Signature

(05937/587/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

MEDITFIN INTERNATIONAL S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

—
Par jugement du 12 juillet 2001, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu Monsieur le juge-commissaire Jean-Paul Meyers en son rapport oral, le liquidateur Maître Felix Laplume et le représentant du Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société MEDITFIN INTERNATIONAL S.A. HOLDING, dont le siège à Luxembourg, 11, rue Aldringen, a été dénoncé le 25 octobre 1988, et a mis les frais à charge de l'Etat.

Pour extrait conforme

F. Laplume

Le liquidateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 juillet 2001, vol. 555, fol. 84, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(46406/999/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2001.

CARDBOARD INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 53.051.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 10 novembre 2000 que:
- Le siège social de la société a été transféré du 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 novembre 2000.

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2000, vol. 546, fol. 6, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05939/595/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CARESTELLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian.
R. C. Luxembourg B 51.964.

—
Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 45, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

DEBELUX AUDIT

Signature

(05940/636/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CARSON S.A. INT., Société Anonyme.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 10-12, rue Mil Neuf Cents.
R. C. Luxembourg B.54.037.

—
Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Mersch, le 16 janvier 2001, vol. 126, fol. 63, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Signature.

(05941/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CARSON INT. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 10-12, rue Mil Neuf Cents.
R. C. Luxembourg B.54.037.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Mersch, le 16 janvier 2001, vol. 126, fol. 63, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Signature.

(05942/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CELOG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1126 Luxembourg, 26, rue d'Amsterdam.
R. C. Luxembourg B 28.470.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2001, vol. 548, fol. 34, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

Signature.

(05947/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CASSIOPEA HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

—
Extrait du contrat de cession de parts de la société ayant son siège social au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg daté du 5 décembre 2000

En vertu du:

- contrat de cession de parts daté du 5 décembre 2000,
- LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, a transféré la totalité de ses parts (155) détenues dans la société, à GIRARD S.A., ayant son siège social au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg,
- et
- TCG GESTION S.A., ayant son siège social au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, a transféré la totalité de ses parts (155) détenues dans la société, à GIRARD S.A., ayant son siège social au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 décembre 2000.

Signature

Agent Domiciliaire

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2001, vol. 548, fol. 17, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05943/710/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CAVECAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 44.211.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 10 novembre 2000 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 novembre 2000.

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2000, vol. 546, fol. 6, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05944/595/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CERAFER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8020 Strassen, 21, rue de la Solidarité.

R. C. Luxembourg B 24.942.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2001, vol. 548, fol. 34, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

Signature.

(05949/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CHANTRAINE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 64.372.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO. S.A.

Signature

(05951/587/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CEMVE, CENTRE EUROPEEN DE MARKETING, DE VIDEO ET D'EDITION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 13B, avenue Guillaume.
R. C. Luxembourg B 19.221.

—
*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société
qui s'est tenue en date du 15 décembre 2000*

A l'unanimité, il est décidé de transférer le siège social de la société du 9, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg au 13B, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg.

Pour extrait conforme
Signatures
Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2001, vol. 548, fol. 56, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05948/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CAVIARLAND, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Emile Bian.
R. C. Luxembourg B 52.522.

—
Contrat de domiciliation

Entre la société anonyme EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG), avec siège social à L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian, le domiciliataire,
et la société anonyme CAVIARLAND, avec siège social à L-1235 Luxembourg, 5, rue Emile Bian, la société domiciliée,
a été conclue en date du 11 décembre 2000 pour une durée indéterminée la convention de domiciliation requise par la loi du 31 mai 1999.

Pour réquisition
EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG)
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 45, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05945/636/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CHALET 2000, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 26, rue des Bruyères.
R. C. Luxembourg B 27.403.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2001, vol. 548, fol. 34, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

Signature.

(05950/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

**G.V.H. COMPTOIR LUXEMBOURGEOIS DE L'OR ET DU DIAMANT, S.à r.l.,
Société à responsabilité limitée (en liquidation).**

Siège social: L-8278 Holzem, 6, rue de l'Ecole.

—
Il résulte d'un jugement rendu par le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} Chambre, siégeant en matière commerciale en date du 5 juillet 2001, que la société à responsabilité limitée G.V.H. COMPTOIR LUXEMBOURGEOIS DE L'OR ET DU DIAMANT en liquidation a été déclarée dissoute et que sa liquidation a été ordonnée.

Le Tribunal a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul Meyers, juge-délégué au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et a désigné comme liquidateur M^e Marc Schiltz, Avocat à la Cour, demeurant à L-1660 Luxembourg, 78, Grand-Rue.

Le même jugement a ordonné aux créanciers de faire au Greffe du Tribunal de Commerce de Luxembourg la déclaration du montant de leurs créances.

Pour la société en liquidation
M^e M. Schiltz
Le liquidateur

Enregistré à Luxembourg, le 23 juillet 2001, vol. 555, fol. 85, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(48549/999/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2001.

CIAO BELLA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49-51, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 31.498.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2001, vol. 548, fol. 34, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

Signature.

(05952/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CIPRIA, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

L'an deux mille, le quinze décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

A comparu:

La société WORLD ORGANIZATION LTD, ayant son siège social à The Lake Building, Suite 120, Wickhams Cay, 1 Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques),

ici représentée par Monsieur Emiliano Caradonna, manager, demeurant à Luxembourg, 17, rue d'Epernay.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée CIPRIA, ayant son siège social à L-2449, Luxembourg, 25C, boulevard Royal, a été constituée par acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 28 janvier 1999, publié au Mémorial C, numéro 300 en date du 29 avril 1999, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte par le même notaire Maître Jean-Joseph Wagner en date du 29 juillet 1999, publié au Mémorial C, numéro 801 en date du 27 octobre 1999;

- Qu'en vertu d'un cession sous seing privé du 21 décembre 1999, ratifié par l'associé suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 21 décembre 1999, publié au Mémorial C, numéro 252 du 4 avril 2000, l'associée unique Madame Alessandra Ferruzzi a cédé la totalité des parts sociales à la société WORLD ORGANIZATION LTD, prédésignée;

- Que lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 novembre 2000, ratifié suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en voie de publication au Mémorial C, l'associé unique a décidé d'instituer un siège secondaire à Ravenna, via Massimo D'Azeglio, n. 7 (Italie);

- Que la comparante est le seul et unique associé actuel de ladite société et qu'elle a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de nommer, en substitution de Monsieur Giorgio Sanzani, né à Ravenna (Italie), le 26 octobre 1942, Monsieur Berto Federici, né à Tramutola (Pz) (Italie), le 4 septembre 1953, demeurant à Ravenna, via Pietro Alighieri n. 20, (Italie), préposé de la société pour représenter la société même en Italie, avec les pouvoirs suivants:

- ouvrir, gérer et clôturer tous comptes courants, de dépôts ou de toute autre nature auprès de banques et/ou établissements financiers;

- remplir et signer tous chèques bancaires;

- toucher, déposer et prélever toutes sommes et exécuter d'une manière générale toutes opérations et/ou transactions bancaires et/ou financières;

- effectuer tout paiement comptant, par chèques ou virements bancaires;

- entrer en relation avec tous organismes publics (autorités étatiques, locales ou autres) ou privés, sociétés, associations et fondations;

- demander aux susdites autorités, sociétés, associations et fondations de toutes sortes, la délivrance de toutes autorisations, licences, concessions ou tous autres documents analogues;

- acheter et vendre tous immeubles et, en particulier, vendre les immeubles ou les parts des immeubles qui sont en propriété de la société, avec pouvoir de souscrire l'acte ou les actes de vente, établir éventuellement les parcellements des immeubles pour les vendre, établir le prix, les moyens et les modalités de paiement;

- conclure tous les types de contrats avec tous organismes publics ou privés aussi bien personnes physiques que morales;

- acquitter toutes factures relatives aux achats effectués et/ou services reçus;

- accomplir toutes les obligations fiscales prévues par la loi italienne, dans l'espèce: souscrire et présenter les déclarations fiscales, payer tous impôts, taxes et autres charges dus;

- accomplir, en général, tous les activités que le mandataire considérera utiles dans l'intérêt de la société.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à vingt mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: E. Caradonna, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 21 décembre 2000, vol. 512, fol. 22, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 17 janvier 2001.

J. Seckler.

(05953/231/60) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CITY DEVELOPMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 16.117.

—
Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2001, vol. 548, fol. 27, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2001.

CITY DEVELOPMENTS S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(05957/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CITY DEVELOPMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 16.117.

—
Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2001, vol. 548, fol. 27, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2001.

CITY DEVELOPMENTS S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(05958/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CITY DEVELOPMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 16.117.

—
Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2001, vol. 548, fol. 27, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2001.

CITY DEVELOPMENTS S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(05959/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CITY DEVELOPMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 16.117.

—
Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2001, vol. 548, fol. 27, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2001.

CITY DEVELOPMENTS S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(05960/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CITE GERANCE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 97, route de Strasbourg.
R. C. Luxembourg B 22.435.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, vol. 548, fol. 56, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour la société CITE GERANCE, S.à r.l.

FIDUCIAIRE F. FABER

Signature

(05954/687/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CITY BIRD CARGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 69.544.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 52, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CITY BIRD CARGO S.A.

Signature

(05955/588/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CITY BIRD CARGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 69.544.

Assemblée Générale Extraordinaire du 16 octobre 2000

Il résulte des décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 octobre 2000 au siège de la société que les organes se composent comme suit:

Conseil d'administration

- Monsieur Georges Gutelman, Président du Conseil d'Administration et Administrateur-Délégué
- Monsieur Victor Hasson, Administrateur
- Monsieur Frédéric Sohet, Administrateur

Commissaire aux comptes

SOCIETE FIDUCIARIE API S.A., avec siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

Luxembourg, le 16 octobre 2000.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2001, vol. 548, fol. 52, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05956/588/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

C.L.N. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 58.656.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2001, vol. 548, fol. 27, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2001.

C.L.N. INTERNATIONAL S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Cat. A / Cat. B

(05964/795/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CLAMAX INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 64.186.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO. S.A.

Signature

(05961/587/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CLAMAX INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 64.186.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO. S.A.

Signature

(05962/587/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CLAMAX INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 64.186.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 9 mai 2000

La démission de la société WOOD, APPLETON, OLIVER & CO S.A. en tant que commissaire aux comptes de la société CLAMAX INVESTMENT S.A., à partir du 25 avril 2000, est acceptée et décharge lui est donnée pour l'exercice de son mandat.

Est nommée commissaire aux comptes, la société WOOD, APPLETON, OLIVER EXPERTS COMPTABLES, S.à r.l., ayant son siège social au 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de 2005.

Pour extrait

F. Mazzoni

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05963/587/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

C.F.C., COMPAGNIE FINANCIERE CERAMIQUE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 60.263.

L'an deux mille, le treize décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme COMPAGNIE FINANCIERE CERAMIQUE S.A., en abrégé C.F.C. S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R. C. Luxembourg section B numéro 60.263, constituée suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, en date du 24 juillet 1997, publié au Mémorial C numéro 614 du 5 novembre 1997, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 novembre 1998, publié au Mémorial C numéro 85 du 11 février 1999,

ayant un capital social de douze milliards sept cent soixante millions de liras italiennes (12.760.000.000,- ITL).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Oscar Zannoni, entrepreneur, demeurant à Fiorino (Italie).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Enrico Gorla, directeur général, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Vincenzo Arno, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

Modification de l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.»

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet toutes prises de participations sous quelque forme que ce soit dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.»

De ce fait la société a cessé d'exister sous le régime d'une société anonyme holding régie par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de vingt-cinq mille francs luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: O. Zannoni, E. Gorla, V. Arno, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 décembre 2000, vol. 512, fol. 24, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédit conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 17 janvier 2001.

J. Seckler.

(05974/231/71) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

C.F.C., COMPAGNIE FINANCIERE CERAMIQUE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 60.263.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 17 janvier 2001.

J. Seckler.

(05975/231/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CMB SERVICES, Société Anonyme.

Siège social: L-1022 Luxembourg, 9, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 58.737.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2001, vol. 548, fol. 51, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CMB SERVICES

L. Beersmans

Administrateur-Délégué

(05965/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CMB SERVICES, Société Anonyme.

Siège social: L-1022 Luxembourg, 9, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 58.737.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle tenue au siège social en date du 6 juin 2000

- Décharge est donnée aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats pour la période sous revue.

- Les mandats de Messieurs Marc Saverys, Nicolas Saverys, Patrick De Brabandere et Ludo Beersmans en tant qu'Administrateurs sont renouvelés jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en 2006.

- Le mandat de KPMG Audit, Luxembourg en tant que Commissaire aux Comptes est renouvelé jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle en 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CMB SERVICES

L. Beersmans

Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2001, vol. 548, fol. 51, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05966/000/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CODOFINANCES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 29.414.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 10 novembre 2000 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 novembre 2000.

Pour la société

Un mandataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2000, vol. 546, fol. 6, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05970/595/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE SAUVIGNON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 52.967.

Le bilan au 31 décembre 1999, vol. 548, fol. 56, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour la société COMPAGNIE FINANCIERE SAUVIGNON S.A.

FIDUCIAIRE F. FABER

Signature

(05976/687/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COLORS COMPANY, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 66.964.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

Signature.

(05972/587/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COMBECK, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8523 Beckerich, 18, rue d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 4.944.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2001, vol. 548, fol. 34, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

Signature.

(05973/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COMP. D'INVESTISSEMENTS IMMOB. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 42.080.

Le bilan au 31 décembre 1999, vol. 548, fol. 56, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour la société COMP. D'INVESTISSEMENTS IMMOB. S.A.

FIDUCIAIRE F. FABER

Signature

(05977/687/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

SIDEX INTERNATIONAL LIMITED.

Registered office: Hong Kong.
R.C. Hong Kong 596807.

MEMORANDUM OF ASSOCIATION

1. The name of the Company is SIDEX INTERNATIONAL LIMITED.
2. The registered office of the Company will be situated in Hong Kong.
3. The objects for which the Company is established are -

(A) To acquire any shares, stocks, debentures, debenture stock, annuities, bonds, obligations and securities by original subscription (whether conditionally or otherwise), tender, purchase, exchange, underwriting, participation in syndicates or otherwise and whether or not fully paid up and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise and to hold the same for investment, but with power to vary any investment and to exercise and enforce all rights and powers conferred by or incident to the ownership thereof and otherwise to invest and deal with the moneys of the Company.

(B) To carry on all or any of the business of general merchants, traders, commission agents, importers, exporters, shippers and ship-owners, refrigerators, charterers, forwarding agents, sales agents, and sub-agents for manufacturers, agents, and sub-agents for carriers, brokers and agents for brokers, purchasing agents, wharfingers, warehousemen, furnishers, auctioneers, appraisers, valuers, surveyors, personal and promotional representatives, shopkeepers, stevedores, packers, storers, builders, contractors, metallurgists, and undertakers of all kinds of works, enterprises or projects whatsoever.

(C) To import, export, buy, sell (wholesale and retail), exchange, barter, let on hire, distribute and otherwise deal in and turn to account, as principal, agent or in any other capacity whatsoever, goods, materials, commodities, produce and merchandise generally in their prepared, manufacture, semi-manufactured and raw states.

(D) To acquire by any means any real or personal property or rights whatsoever, and to improve, manage, develop, grant rights or privileges in respect of, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company.

(E) To carry on financial business and financial operations of all kinds and in particular and without prejudice to the generality of the foregoing to finance or assist in the financing of the acquisition, hire or sale of goods, articles or commodities of all and every kind, and the provision of services in connection therewith, whether by way of personal loan, hire purchase, instalment finance, deferred payment or otherwise, to engage in the business of commercial leasing, to acquire by assignment or otherwise, debts due and owing to any person or company and to collect such debts, to con-

stitute and to act as managers of mutual funds, pension funds, unit trusts and investment trust, and generally to act as financiers, factors, commission agents, insurance brokers, insurance agents, underwriting agents, or in any other capacity.

(F) To act as directors, secretary, manager, agent or managing agent of any person, business or body corporate and for these purposes to accept powers of attorney or service or managerial agreements with or without powers of delegation.

(G) To make experiments in connection with any business or proposed business of the Company or any other person and to experiment upon, test or improve any patents, inventions or rights which the Company may acquire or propose to acquire.

(H) To pay for any property or rights acquired or to be acquired by the Company and to remunerate any person either in cash or by the allotment of shares, debentures or other securities of the Company credited as fully or partly paid up, or otherwise.

(I) To lend money or give credit to such persons and on such terms as may seem expedient and to invest and otherwise deal with the moneys of the Company.

(J) To borrow money and to secure by any method whatsoever the undertaking and all or any of the real and personal property and assets, present or future, and all or any of the uncalled capital for the time being of the Company, and to issue and create at par or at a premium or discount, and for such consideration and with and subject to such rights, powers, privileges and conditions as may be thought fit, mortgages, charges, memoranda of deposit, debentures or debenture stock, either permanent or redeemable or repayable, and collaterally or further to secure any securities of the Company by a trust deed or other assurance.

(K) To guarantee, support or secure, either with or without the Company receiving any consideration or advantage direct or indirect therefrom or generally for such reasons as the directors of the Company may in their absolute discretion consider appropriate, and whether by covenant or by mortgaging or charging or creating a lien upon the whole or any part of the undertaking property and assets (present and future) and uncalled capital of the Company or by any of such methods the performance of the obligations of and the repayment or payment of the principal amounts of and premiums interest and dividends on any securities of any person, firm or company including (without prejudice to the generality of the foregoing) any company of which the Company is a subsidiary (within the meaning of Section 2 of the Companies Ordinance Cap. 32) or which is a subsidiary of the Company or of its holding company or is otherwise associated in whatsoever manner with the Company.

(L) To issue and deposit any securities which the Company has power to issue by way of mortgage to secure any sum less than the nominal amount of such securities, and also by way of securities for the performance of any contractual or other obligations of the Company or of any other person, firm or body corporate.

(M) To give such indemnities as may seem expedient to the directors.

(N) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments.

(O) To grant pensions, annuities or other allowances, including allowances on death, to any directors, officers or employees or former directors, officers or employees of the Company or any company which at any time is or was a subsidiary or a holding company of the Company or another subsidiary of a holding company of the Company or otherwise associated with the Company or of any predecessor in business of any of them, and to the relations, connections or dependants of any such persons, and to other persons whose service or services have directly or indirectly been of benefit to the Company or who the Company considers have any moral claim on the Company or to their relations, connections or dependants, and to establish or support any associations, institutions, clubs, schools, building and housing schemes, funds and trusts, and to make payments towards insurances or other arrangements likely to benefit any such persons or otherwise advance the interests of the Company or of its Members, and to subscribe, guarantee or pay money for any purpose likely, directly or indirectly, to further the interests of the Company or of its Members or for any national, charitable, benevolent, educational, social, public, general or useful object.

(P) To enter into any arrangements with any governments or authorities (supreme, municipal, local or otherwise) or any person or company, and to obtain from any such government, authority, person or company any rights, privileges, charters, contracts, licences and concessions and to carry out, exercise and comply with the same.

(Q) To pay out of the funds of the Company all expenses which the Company may lawfully pay with respect to the formation and registration of the Company anywhere in the world or the issue of its capital, including brokerage and commissions for obtaining applications for or taking, placing or underwriting or procuring the underwriting of shares, debentures or other securities of the Company.

(R) To enter into any partnership or arrangement for sharing profits, co-operation or union of interests with any other company or person, and to establish or promote, or join in the establishment or promotion of, any other company.

(S) To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any other company or persons, and to amalgamate with any other company.

(T) To dispose by any means of the whole or any part of the undertaking or property of the Company.

(U) To distribute any of the property of the Company among the members in specie.

(V) To cause the Company to be registered or recognised in any part of the world.

(W) To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conducted directly or indirectly for the benefit of the Company.

(X) To do all such other things as are incidental or the Company may think conducive to the attainment of the above objects or any of them.

(Y) To do all or any of the things in any part of the world, and either as principal, agent, trustee or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and by or through agents, trustees, sub-contractors or otherwise.

And it is hereby declared that -

(1) the word «company» in this clause, except where used in reference to this Company, shall be deemed to include any body corporate and any partnership or other body of persons, whether incorporated or not incorporated, and whether domiciled in Hong Kong or elsewhere;

(2) each of the objects specified in each paragraph of this clause shall, except where otherwise expressed in that paragraph, be an independent main object and be in nowise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the Company.

4. The liability of the members is limited.

5. The share capital of the Company is £ 6,500.00 divided into 6,500 shares of £ 1.00 each with power for the Company to increase or reduce the said capital and to issue any part of its capital, original or increased, with or without preference, priority, or special privilege, or subject to any postponement of rights, or to any conditions, or restrictions.

We, the several persons whose names and addresses are subscribed, are desirous of being formed into a Company, in pursuance of this memorandum of association, and we respectively agree to take the number of shares in the capital of the Company set opposite our respective names.

Names, addresses and descriptions of subscribers

Number of
Shares
taken by each
Subscriber

For and on behalf of
GUARDSTAND NOMINEES (H.K.) LIMITED
(Sd.) Rebecca Chow
Manager
Suite C, 12th Floor, Two Chinachem Plaza
68 Connaught Road Central
Hong Kong
Corporation

One

For and on behalf of
STANDGUARD NOMINEES (H.K.) LIMITED
(Sd.) Rebecca Chow
Manager
Suite C, 12th Floor, Two Chinachem Plaza
68 Connaught Road Central
Hong Kong
Corporation

One

Total Number of Shares subscribed for:

Two

Dated the 21st day of February, 1997.

Witness to the above signatures

(Sd.) Wai-Man Chiu

Suite C, 12th Floor, Two Chinachem Plaza
68 Connaught Road Central
Hong Kong
Corporate Administrator

ARTICLES OF ASSOCIATION

Preliminary

1. The regulations contained in Table A in the First Schedule to the Companies Ordinance (Chapter 32) shall not apply to the Company.

2. In these articles, unless the context otherwise requires:-

the «Ordinance» means the Companies Ordinance (Chapter 32) and every statutory replacement, modification or re-enactment thereof for the time being in force and (where the context so admits) every other ordinance from time to time in force concerning companies insofar as it applies to the Company;

«these articles» means these articles of association as originally framed or as altered from time to time by special resolution;

«month» means calendar month;

the «Office» means the registered office of the Company;

«paid up» means paid up or credited as paid up;

the «Register» means the register of members of the Company;

the «Seal» means the common seal of the Company and includes any seal adopted by the Company for use overseas and, in the case of securities of the Company only, a seal kept by the Company solely for the purpose of sealing such securities;

the «Secretary» includes a temporary or assistant secretary or any person appointed by the directors to perform any of the duties of the secretary;

references to writing include typewriting, printing, lithograph, photography and other modes of representing or reproducing words in a legible and non-transitory form;

references to documents being in writing or in written form or being sent or delivered include their being in the form of a telex or cable or (as the case may be) being telexed or cabled and references to any documents being signed by a particular person include an indication in any telex or cable message that such message was despatched by or at the direction of such person;

subject as aforesaid, any word or expression to which a meaning is assigned by the Ordinance has the meaning so assigned to it on the date on which these articles become binding on the Company.

Private company

3. The Company is a private company, and accordingly: -

(1) the right to transfer shares in the Company is restricted in the manner hereinafter appearing;

(2) the number of members of the Company (not including persons who are in the employment of the Company and persons who having been formerly in the employment of the Company were while in such employment and have continued after determination of that employment to be members of the Company) is limited to fifty: Provided that where two or more persons hold one or more shares in the Company jointly they shall for the purposes of this paragraph be treated as a single member; and

(3) no invitation shall be made to the public to subscribe for any shares in or debentures of the Company.

Share capital

4. The Company may, subject to the provisions of the Ordinance:-

(1) subject and without prejudice to any rights attached to any existing shares, issue any share with such rights or restrictions as the Company may by ordinary resolution determine; and

(2) with the sanction of a special resolution, issue preference shares which are to be redeemed or are liable to be redeemed at the option of the Company. The terms and manner of redemption shall be provided for by alteration of these articles.

5. The rights attached to any shares having preferred rights in respect of dividend or repayment of capital shall not (unless otherwise expressly provided in the rights attaching to, or the terms of issue of, those shares) be deemed to be varied by the allotment of further shares ranking *pari passu* in respect of dividend or repayment of capital but (subject as aforesaid) shall be deemed to be varied by the creation of further shares ranking *pari passu* with or in priority in respect thereof.

6. The company may pay in connection with any issue of shares such commissions or brokerage as may be lawful.

7. Except as required by a court of competent jurisdiction or by law or as provided by these articles, the Company shall not be bound by or recognise any trust upon which a share is held or any interest in a share except the absolute right of the registered holder to the entirety thereof.

8. The directors may, if they think fit, recognise a renunciation of the allotment of a share by the allottee in favour of another person at any time before the allottee has been registered as the holder of the share and they may accord to an allottee of a share a right of renunciation on such terms and conditions as they think fit.

Register of members and share certificates

9. (A) The directors shall cause to be kept a register of the members and there shall be entered therein the particulars required under the Ordinance.

(B) Subject to the provisions of the Ordinance, if the directors consider it necessary or appropriate, the Company may establish and maintain a branch register of members at such location outside Hong Kong as the directors think fit.

10. The Company shall not be bound to register more than four persons as the joint holders of a share. Delivery of a certificate to one of several joint holders shall be sufficient delivery to all the holders.

11. The Company shall issue to every member, within the time allowed by the Ordinance and without payment, a certificate for the shares of each class held by him and, upon a transfer of part of the shares, a certificate for the shares retained by him; but the Company shall not be bound to issue a certificate including shares of more than one class, or more than one certificate for any one share, whether held jointly by several persons or not. Every certificate shall be under the Seal and shall specify the number, class and distinguishing numbers (if any) of the shares to which it relates and the amount paid up thereon.

12. A member may, upon payment of such reasonable sum as the directors may prescribe, exchange the certificate or certificates for the shares of each class held by him for several certificates, each for such part of his holding as he may request, or a single certificate for the whole of his holding.

13. If a share certificate is worn out or defaced or is alleged to have been stolen, destroyed or lost, it may be renewed, in the case of wearing out or defacement, on surrender of the old certificate or, in the case of allegation of theft, destruction or loss, on such terms as to evidence, indemnity and the payment of the Company's incidental expenses as the directors may require.

Calls on shares

14. The directors may (subject to the terms of allotment of the relevant shares) make calls upon the members in respect of any moneys unpaid on their shares (whether on account of the nominal amount or by way of premium) and not by the terms of issue thereof made payable at a date fixed by or in accordance with such terms by giving at least fourteen clear days' notice specifying the time and place of payment of each call. Each member shall be liable (notwithstanding the subsequent transfer of the share on which the call was made) to pay the amount of every call so made upon

him at the time and place so specified. The joint holders of a share shall be jointly and severally liable to pay all calls on the share. A call may be made payable by instalments, may be revoked or postponed as the directors may determine, and shall be deemed to have been made at the time when the resolution of the directors authorising the call was passed.

15. A copy of the notice referred to in the preceding article shall be sent to members in the manner in which notices may be sent to members by the Company as herein provided.

16. If a call on a share remains unpaid after the time fixed for payment, the person from whom it is due shall pay interest on the amount unpaid from the day fixed for payment to the day of actual payment at the rate provided by the terms of allotment of the share or, if no rate is so provided, at such rate, not exceeding twenty per cent per annum, as the directors may think fit. The directors may waive payment of the whole or any part of the interest.

17. Any sum payable in respect of a share on allotment or on any fixed date (whether on account of the nominal amount or by way of premium) shall be deemed to be a call and, if it remains unpaid after the date fixed for payment, the provisions of these articles shall apply thereto as if the sum were a call duly made and notified.

18. The directors may, on the issue of shares, differentiate between the allottees or holders as to the amounts and times of payment of calls on their shares.

19. The directors may, if they think fit, accept from a member any amount uncalled and unpaid on any share held by him and the Company may, until the amount would (but for the advance) have become presently payable, pay interest on the amount so advanced at such rate, not exceeding ten per cent per annum, as may be agreed between the member and the directors.

Lien and forfeiture of shares

20. The Company shall have a first and paramount lien on every share for all moneys (whether presently payable or not) called in respect of that share. The Company shall also have a first and paramount lien on all the shares (other than fully paid up shares) registered in the name of any member (whether solely or jointly with others) for all moneys (whether presently payable or not) due to the Company from him or his estate, whether solely or jointly with any other person (whether a member or not) and whether the debt in respect of which the moneys are due was incurred before or after notice to the Company of any equitable or other interest of any person other than the member. The Company's lien on a share shall extend to all dividends and bonuses payable on it. The directors may wholly or partly exempt any share from the provisions of this article upon such terms as they think fit.

21. If any moneys called on a share shall remain unpaid after the time fixed for payment or if any moneys for which the Company has a lien on a share shall be presently payable, the directors may give to the holder of or other person entitled to the share notice:-

(1) demanding payment of the amount of the moneys so called or payable, together with any accrued interest thereon, on or before such date (being not earlier than fourteen clear days after the notice was given) and at such place as the notice shall specify; and

(2) stating that, if the notice is not complied with, the share will be liable to be forfeited or sold, as the case may require.

22. If the notice is not complied with, the directors may, while any of the moneys demanded by it remain unpaid:-

(1) forfeit or accept surrender of any share on which any of the moneys were called, together with any dividend declared thereon but not paid before forfeiture or surrender (and any references to forfeiture in these articles shall include surrender); or

(2) sell any share on which the Company has a lien for any of the moneys on such terms and in such manner as they think fit.

23. Subject to the provisions of the Ordinance, a forfeited share may be sold, re-allotted or otherwise disposed of, either to the person who was before the forfeiture the holder thereof or entitled thereto or to any other person, upon such terms and in such manner as the directors think fit, and whether with or without all or any part of the amount previously paid on the share being credited as paid. The directors may, at any time before the sale, re-allotment or disposal, revoke the forfeiture on such terms as they think fit.

24. A member whose share has been forfeited shall cease to be a member in respect of the forfeited share; but he shall nevertheless remain liable to pay to the Company, without any deduction or allowance for the value of the share at the time of forfeiture, all calls made or deemed made and not paid on the share at the time of forfeiture, together with all interest accrued thereon to the date of payment.

25. The proceeds of sale of a share sold to satisfy a lien of the Company shall be applied, after payment of the costs of sale, in or towards payment of the moneys presently payable to the Company for which the lien existed, and any residue shall (subject to a like lien thereon in respect of any moneys not presently payable) be paid to the holder of or other person entitled to the share.

26. A statutory declaration in writing that the declarant is a director or the Secretary and that a share has been duly forfeited on the date stated in the declaration shall be conclusive evidence of the facts therein stated as against all persons claiming to be entitled to the share. The Company may receive the consideration (if any) given for the share on the sale, re-allotment or disposal thereof and the Board may authorise some person to transfer the share to the person to whom the same is sold, re-allotted or disposed of, and he shall thereupon be registered as the holder of the share and shall not be bound to see to the application of the purchase money (if any) nor shall his title to the share be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings relating to the forfeiture, sale, re-allotment or disposal of the share.

Transfer of shares

27. The instrument of a transfer of a share shall be in any usual form or in any other form approved by the directors and shall be signed by or on behalf of the transferor and the transferee. The transferor shall remain the holder of the shares concerned until the name of the transferee is entered in the register of members in respect thereof.

28. The directors may, in their absolute discretion and without assigning any reason, refuse to register any transfer of any share.

29. The directors may also refuse to register any transfer unless the instrument of transfer:-

(1) is deposited at the Office or such other place as the directors may appoint, duly stamped and accompanied by the certificate for the shares to which it relates (unless a certificate has not been issued) and such other evidence as the directors may reasonably require to show the right of the transferor to make the transfer;

(2) is in respect of only one class of shares; and

(3) is in favour of not more than four joint transferees.

30. No fee shall be charged for the registration of any instrument of transfer or other document relating to or affecting the title to any shares or otherwise making any entry in the register of members relating to any shares.

31. The registration of transfer of shares or any class of shares may be suspended and the register closed at such times and for such periods as the directors may determine, provided always that such registration shall not be suspended or the register closed for more than thirty days in any year or with the approval of the Company in general meeting sixty days in any year.

32. All instruments of transfer which are registered may be retained by the Company, but any instrument of transfer which the directors refuse to register shall (except in the case of fraud) be returned to the person by whom it was lodged for registration.

33. If the directors exercise any power given to them by these articles to sell, re-allot or otherwise dispose of a share:-

(1) the directors may authorise any person to execute an instrument of transfer of the share to, or in accordance with the directors of, the person to whom it is disposed of;

(2) the person to whom the share is transferred or re-allotted shall be registered as the holder of the share and shall not be bound to see to the application of the consideration (if any) for its disposal and his title to the share shall not be affected by any irregularity in or invalidity of the proceedings relating to the disposal; and

(3) a statutory declaration by a director or the secretary of the Company that the share has been sold, re-allotted or otherwise disposed of on a specified date in accordance with the provisions of these articles shall be conclusive evidence of the facts stated in the declaration against any person claiming to be entitled to the share.

Transmission of shares

34. Upon the death of a member the survivor or survivors, where the deceased was a joint holder of shares, and his legal personal representatives, where he was a sole or only surviving holder of shares, shall be the only persons recognised by the Company as having any title to his interest in those shares; but the estate of a deceased holder shall remain liable in respect of any share jointly held by him.

35. A person becoming entitled to a share in consequence of the death or bankruptcy of a member or otherwise by operation of law may, upon producing such evidence of title as may be required by the directors, elect either to be registered himself as the holder of the share by giving to the Company notice signed by him that he so elects, or to have some other person registered as the holder of the share by executing an instrument of transfer of the share to that person. All the provisions of these articles relating to the transfer of shares shall apply to the notice or the instrument of transfer as if it were an instrument of transfer executed by the member and his death or bankruptcy had not occurred and the notice or instrument of transfer were an instrument of transfer signed by such member.

36. A person becoming entitled to a share in consequence of the death or bankruptcy of a member or otherwise by operation of law shall have the rights to which he would be entitled if he were the registered holder of the share, except that, before being registered as the holder of the share, he shall not be entitled in respect of it to exercise any right conferred by membership in relation to meetings of the Company.

Stock

37. The Company may by ordinary resolution convert any paid up shares into stock, and may from time to time by like resolution reconvert any stock into paid up shares of any denomination.

38. The holders of stock may transfer the same or any part thereof in the same manner, and subject to the same regulations as and subject to which the shares from which the stock arose prior to conversion have been transferred or as near thereto as circumstances admit, but the directors may from time to time, if they think fit, fix the minimum amount of stock transferable and restrict or forbid the transfer of fractions of that minimum, but so that such minimum shall not exceed the nominal amount of the shares from which the stock arose. No warrants to bearer shall be issued in respect of any stock.

39. The holders of stock shall, according to the amount of the stock held by them, have the same rights, privileges and advantages as regards dividends, participations in assets on a winding up, voting at meetings, and other matters, as if they held the shares from which the stock arose, but no such privilege or advantage (except participation in the dividends and profits of the Company and in assets on a reduction in capital or a winding up) shall be conferred by an amount of stock which would not, if existing in shares, have conferred such privilege or advantage.

40. Such of the provisions of these articles as are applicable to paid up shares shall apply to stock, and the words «share» and «shareholder» herein include «stock» and «stockholder».

Alteration of capital

41. The Company may by ordinary resolution:-

(1) increase its share capital by such sum, divided into shares of such amount, as the resolution prescribes;

(2) consolidate and divide all or any of its share capital into shares of larger amount than its existing shares;

(3) subject to the provisions of the Ordinance, sub-divide all or any of its shares into shares of smaller amount than is fixed by the memorandum of association; and

(4) cancel any shares which, at the date of the passing of the resolution, have not been taken or agreed to be taken by any person and diminish the amount of its share capital by the amount of the shares so cancelled; and, subject to the provisions of the Ordinance, may by special resolution reduce its share capital, capital redemption reserve fund or share premium account in any manner.

42. If on a consolidation of shares any members would become entitled to fractions of shares, the directors may sell the shares representing the fractions and shall distribute, in due proportions, the proceeds of sale (after deduction of the costs of sale) among those members provided that no amount of less than 15 Dollar shall be distributed to any member but each such amount shall be retained by the Company for its own benefit.

43. The resolution by which any share is sub-divided may determine that, as between the shares resulting from the sub-division, any share shall have any preference or restriction as compared with another as the Company has power to attach to unissued new shares.

General meetings

44. All general meetings other than annual general meetings shall be called extraordinary general meetings.

45. The directors may, whenever they think fit, convene a general meeting and extraordinary general meetings shall also be convened on requisition or, in default, may be convened by the requisitioners, as provided by the Ordinance. If there are not within Hong Kong sufficient directors to convene a general meeting, any other director or any two members may do so.

Notice of general meetings

46. An annual general meeting and an extraordinary general meeting for the passing of a special resolution shall be called by at least twenty-one clear days' notice and all other extraordinary general meetings shall be called by at least fourteen clear days' notice. Every notice shall be exclusive of the day on which it is served or deemed to be served and of the day for which it is given, and shall specify the time and place of the meeting and the general nature of the business to be transacted. Subject to the provisions of these articles and to any restrictions imposed on any shares to the extent that they are not contrary to any provision of the Ordinance, the notice shall be given in manner hereinafter mentioned or in such other manner, if any, as may be prescribed by the Company in general meeting, to such persons as are, under these articles, entitled to receive such notice from the Company, provided that subject to the provisions of the Ordinance a meeting of the Company shall, notwithstanding that it is called by shorter notice than that specified in this article deemed to have been duly called if it is so agreed:-

(1) in the case of a meeting called as the annual general meeting, by all the members entitled to attend and vote thereat; and

(2) in the case of any other meeting, by a majority in number of the members having a right to attend and vote at the meeting, being a majority together holding not less than ninety-five per cent in nominal value of the shares giving that right.

47. The accidental omission to give notice of a meeting to, or the non-receipt of notice of a meeting by, any person entitled to receive notice shall not invalidate the proceedings at the meeting. In cases where instruments of proxy are sent out with notices, the accidental omission to send such instrument of proxy to, or the non-receipt of such instrument of proxy by, any person entitled to receive notice shall not invalidate any resolution passed or any proceeding at any such meeting. Any member present at a meeting, whether in person or by proxy or by a duly authorised representative of a corporation, shall be deemed to have received notice of the meeting.

Proceedings at general meetings

48. No business shall be transacted at any general meeting unless a quorum is present. Except as otherwise provided in these articles, two persons entitled to vote at the meeting, each being a member or a proxy for a member or a duly authorised representative of a corporation, shall be a quorum (but the absence of a quorum shall not prevent the appointment, choice or election of a chairman which shall not be treated as part of the business of the meeting).

49. If a quorum is not present within fifteen minutes from the time appointed for the meeting (or such longer period as the chairman of the meeting may allow) or if during the meeting a quorum ceases to be present, the meeting, if convened on the requisition of members, shall be dissolved and, in any other case, shall stand adjourned to the same day in the second week thereafter at the same time and place, or to such time and place as the directors may determine and the Company shall give not less than seven clear days notice of any meeting adjourned through want of a quorum. If at the adjourned meeting a quorum is not present within fifteen minutes after the time appointed for the meeting, any one person entitled to be counted to a quorum at the meeting shall be a quorum.

50. The chairman of the board of directors or, in his absence or if there be no such chairman, a director nominated by the directors shall preside as chairman at every general meeting; but if neither such chairman nor such a director is present within five minutes after the time appointed for the meeting and is willing to preside, the directors present shall elect one of their number to be chairman or, if there is only one director present who is willing to preside, he shall be chairman. If no director who is willing to preside is present within five minutes after the time appointed for the meeting, the members present and entitled to vote shall elect one of their number to be chairman.

51. The chairman of the meeting may, with the consent of any meeting at which a quorum is present, and shall, if so directed by the meeting, adjourn the meeting from time to time or sine die and from place to place. No business shall be transacted at an adjourned meeting except business which might properly have been transacted at the meeting from which the adjournment took place.

52. If a meeting is adjourned for fourteen days or more or sine die, at least seven clear days' notice specifying the time and place of the adjourned meeting and the general nature of the business to be transacted shall be given. Otherwise notice of an adjourned meeting need not be given.

53. A director may, notwithstanding that he is not a member, attend and speak at any general meeting.

54. If an amendment proposed to a resolution shall be allowed or ruled out of order by the chairman of the meeting in good faith, any error in the ruling shall not invalidate the proceedings on the substantive resolution. An amendment to a special resolution (except an amendment to correct a patent clerical error) shall not be allowed.

55. A resolution put to the vote of a general meeting shall be decided on a show of hands unless, before or on the declaration of the result of the show of hands, a poll is demanded by:-

- (1) the chairman of the meeting; or
- (2) at least two members having the right to vote at the meeting; or
- (3) a member or members representing not less than one tenth of the total voting rights of all the members having the right to vote at the meeting; or
- (4) a member or members holding shares conferring a right to vote at the meeting, being shares on which an aggregate sum has been paid up equal to not less than one-tenth of the total sum paid up on all the shares conferring that right.

56. Unless a poll is duly demanded and the demand is not withdrawn a declaration by the chairman of the meeting that a resolution has been carried either unanimously or by a particular majority, or lost or not carried by a particular majority and an entry to that effect in the minutes of the meeting shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.

57. A poll demanded on the election of a chairman of the meeting or on the question of an adjournment shall be taken forthwith. A poll demanded on any other question shall be taken either immediately or at such time (being not more than thirty days after the poll was demanded) and place as the chairman of the meeting directs. The demand for a poll shall not prevent the continuance of a meeting for the transaction of any business other than that on which the poll has been demanded.

58. A poll shall be taken in such manner as may be directed by the chairman of the meeting, who may appoint scrutineers (who need not be members) and fix a time and place for declaring the result of the poll. The result of the poll shall be deemed to be the resolution of the meeting at which the poll was demanded.

59. The demand for a poll may be withdrawn before the poll is taken only with the consent of the chairman of the meeting. If the demand is so withdrawn, the meeting shall continue as if it had not been made and its withdrawal shall not invalidate the result of a show of hands declared before the demand was made.

60. If a poll is not taken immediately and if the time and place at which it is to be taken are not announced at the meeting at which it was demanded, seven clear days' notice of the time and place shall be given. Otherwise notice of a poll need not be given.

61. A resolution in writing signed by or on behalf of every member who would be entitled to vote at a general meeting of the Company (or the holders of a particular class of shares of the Company) at which such resolution was to be proposed shall be as valid and effective as if it had been passed at a general meeting of the Company (or of such holders) duly convened and held, and may consist of several instruments in the like form, each signed by or on behalf of one or more members. A telex, facsimile message or cable (or any other message sent by electronic means) sent by or at the direction of a member shall be deemed to be document signed by him for the purpose of this article.

Votes of members

62. Subject to any rights or restrictions attached to any shares, on a show of hands every member who is present in person shall have only one vote (notwithstanding that he may also be present in some other capacity, except as Chairman) and on a poll every member present in person or by proxy shall have one vote for every share of which he is the holder.

63. In the case of an equality of votes, whether on a show of hands or on a poll, the chairman of the meeting shall be entitled to a casting vote in addition to any other vote he may have.

64. If two or more joint holders of a share tender a vote in respect of the share (whether in person or by proxy), the vote so tendered by the first named of those holders in the register of members in respect of the share shall be accepted to the exclusion of any other vote so tendered.

65. If an order has been made by a court of competent jurisdiction (whether in Hong Kong or elsewhere) for the appointment of a receiver or other person to exercise powers with respect to the property or affairs of a member on the ground (however formulated) of mental disorder, the receiver or other person may on behalf of that member exercise the right of voting (in person or by proxy) at a general meeting. Such evidence of the appointment as the directors may require shall be deposited at the place specified for the deposit of instruments of proxy for use at the meeting not less than forty-eight hours before the time appointed for the meeting or adjourned meeting at which the right to vote is to be exercised, and in default the right shall not be exercisable.

66. Unless the directors otherwise determine, a member shall not be entitled to vote on a poll (either in person or by proxy) in respect of any share if at the time the poll was demanded a call or other sum presently payable on the share is unpaid. A person entitled to more than one vote on a poll need not use all his votes or cast all the votes he uses in the same way.

67. No objection shall be raised to the qualification of any voter except at the meeting or adjourned meeting at which the vote in dispute is tendered, and every vote not disallowed at the meeting shall be valid. Any objection made in due time shall be referred to the chairman of the meeting, whose decision shall be final and conclusive.

68. A vote cast or a poll demanded by a proxy or by the authorised representative of a corporation shall not be invalidated by the previous termination of this authority unless notice of the termination has been received by the Company at the Office or at the place specified for the deposit of instruments of proxy for use at the meeting not less than three hours before the time appointed for the meeting or adjourned meeting at which the vote is cast or the poll demanded or (in the case of a vote cast at a poll not taken on the day it was demanded) the time appointed for taking the poll.

Proxies

69. The instrument appointing a proxy shall be in writing and shall be under the hand of the appointor or of his agent duly authorised in writing or, if the appointor is a corporation, either under its common seal or the hand of an officer or under the hand of an agent duly authorised in writing. Instruments of proxy need not be witnessed.

70. To be valid, the instrument appointing a proxy and the authority (if any) under which it is signed, or a copy of the authority certified notarially or in another way approved by the directors, shall be deposited at the Office or at such other place in Hong Kong as is specified in, or in any document accompanying, the notice convening the meeting not less than 24 hours before the time appointed for the meeting or adjourned meeting or (in the case of a poll taken more than 48 hours after it was demanded) the time appointed for taking the poll at which it is to be used. Unless the contrary is stated in the instrument, it shall be valid also for any adjournment of the meeting to which it relates.

71. Instruments of proxy shall be in any common form or in such other form as the board may approve and the board may, if it thinks fit, send out with the notice of any meeting forms of instrument of proxy for use at the meeting. The instrument of proxy shall be deemed to confer authority to demand or join in demanding a poll and to vote on any amendment of a resolution put to the meeting for which it is given as the proxy thinks fit. The instrument of proxy shall, unless the contrary is stated therein, be valid as well for any adjournment of the meeting as for the meeting to which it relates.

72. A vote given in accordance with the terms of an instrument of proxy shall be valid notwithstanding the previous death or insanity of the principal or revocation of the instrument of proxy or of the authority under which it was executed, provided that no intimation in writing of such death, insanity or revocation shall have been received by the Company at the Office (or such other place in Hong Kong as may be specified for the delivery of instruments of proxy in the notice convening the meeting or other document sent therewith) one hour at least before the commencement of the meeting or adjourned meeting, or the taking of the poll, at which the instrument of proxy is used.

Number of directors

73. Unless otherwise determined by the Company by ordinary resolution, the number of directors (exclusive of alternate directors) shall be not less than two and the first directors shall be determined in writing by the subscribers to the memorandum of association or a majority of them.

Appointment and removal of directors

74. Subject to the provisions of these articles, the Company may by ordinary resolution elect any person to be a director, either to fill a casual vacancy or as an addition to the existing board, but so that the total number of directors shall not at any time exceed any maximum number fixed in accordance with these articles.

75. Without prejudice to the power of the Company in general meeting in pursuance of any of the provisions of these articles to appoint any person to be a director, the board shall have power at any time and from time to time to appoint any person to be a director, either to fill a casual vacancy or as an addition to the existing board, but so that the total number of directors shall not at any time exceed any maximum number fixed in accordance with these articles.

76. The Company by ordinary resolution may remove any director from office.

Disqualification of directors

77. The office of a director shall be vacated if:-

(1) he becomes bankrupt or a receiving order is made against him or he makes any arrangement or composition with his creditors generally;

(2) he becomes of unsound mind or a patient for the purposes of any Ordinance relating to mental health and the directors resolve that his office be vacated;

(3) he is prohibited by law from being a director;

(4) he is absent from meetings of the directors for six successive months without the permission of the directors whether or not his alternate director (if any) has during that period attended in his stead and the directors resolve that his office be vacated; or

(5) not being a director holding an executive office, he resigns his office by notice signed by him and deposited at the Office.

(6) he ceases to be director by virtue of the Ordinance or is removed from office pursuant to these articles.

Alternate directors

78. A director (other than an alternate director) may appoint any other director or any other person to be his alternate director and may remove from office an alternate director so appointed by him. The appointment of an alternate director shall ipso facto cease if the director appointing him ceases to be director.

79. Every alternate director shall be entitled to receive (unless he is absent from Hong Kong, for which purpose he shall be deemed absent from Hong Kong on any day if he has given to the Secretary notice of his intention to be absent from Hong Kong, for any period including such day and has not revoked such notice) notice of meetings of the directors and of any committee of the directors of which the director appointing him is a member and to attend and vote (and, if he is already a director, shall have an additional vote in his capacity as alternate director) as a director at any such meeting at which the director appointing him is not personally present and generally to perform all the functions of a director in the absence of the director appointing him; but he shall not be entitled to receive any remuneration from the Company for his services as an alternate director but shall be entitled to reimbursement of expenses as if he were a director.

80. Save as otherwise provided in these articles, an alternate director shall be deemed for all purposes to be a director, alone responsible for his own acts and defaults, and not the agent of the director appointing him.

81. Any appointment or removal of an alternate director shall be made by notice signed by the director making it and deposited at the Office or tendered at a Meeting of the Board, or in any other manner approved by the directors.

Executive directors

82. The directors may appoint one or more of their number to any executive office with the Company for such period and otherwise on such terms as they think fit and may revoke any such appointment but without prejudice to any claim for breach of contract between him and the Company.

83. The appointment of a director to an executive office shall terminate if he ceases to be a director, but without prejudice to any claim for breach of contract between him and the Company.

Directors' benefits

84. The directors shall be entitled to such remuneration as may be voted to them by the Company by ordinary resolution and any further remuneration shall (unless otherwise determined by the resolution by which it is voted) be divided amongst the directors as they shall agree or, failing agreement, equally. The directors' remuneration shall accrue from day to day.

85. A director shall be entitled to be paid all reasonable travelling, hotel and other expenses properly incurred by him in connection with the discharge of his duties as a director.

86. A director who holds an executive office or who serves on any committee or who otherwise performs services which, in the opinion of the directors, are outside the scope of the ordinary duties of a director may be paid such extra remuneration, whether by way of salary, commission, participation in profits or otherwise, as the directors may think fit.

87. The directors may pay, or agree to pay, gratuities, pensions and other retirement, superannuation, death or disability benefits to any directors or former directors, to his spouse or former spouse and to any of his dependants and may contribute to any scheme or fund and pay premiums for the purchase or provisions of any such benefits.

Directors' interests

88. (A) A director may hold any other office or place of profit with the Company (except that of Auditor) in conjunction with his office of director for such period and upon such terms as the board may determine and may be paid such extra remunerations therefor (whether by way of salary, commission, participation in profits or otherwise) as the board may determine and such extra remuneration shall be in addition to any remuneration provided for by or pursuant to any other article.

(B) A director may act by himself or his firm in a professional capacity for the Company (otherwise than as Auditor) and he or his firm shall be entitled to remuneration for professional services as if he were not a director.

(C) A director may be or become a director or other officer of, or otherwise interested in, any company promoted by the Company or in which the Company may be interested and shall not be liable to account to the Company or the members for any remuneration, profit or other benefit received by him as a director or officer of or from his interest in such other company. The board may also cause the voting power conferred by the shares in any other company held or owned by the Company to be exercised in such manner in all respects as it thinks fit, including the exercise thereof in favour of any resolution appointing the directors or any of them to be directors or officers of such other company or voting or providing for the payment of remuneration to the directors or officers of such other company.

(D) A director shall not vote or be counted in the quorum on any resolution of the board concerning his own appointment as the holder of any office or place of profit with the Company or any other company in which the Company is interested (including the arrangement or variation of the terms thereof or the termination thereof).

(E) Where arrangements are under consideration concerning the appointment (including the arrangement or variation of the terms thereof, or the termination thereof) of two or more Directors to offices or places of profit with the Company or any other company in which the Company is interested, a separate resolution may be put in relation to each director and in such case each of the directors concerned shall be entitled to vote (and be counted in the quorum) in respect of each resolution except that concerning his own appointment (or the arrangement or variation of the terms thereof, or the termination thereof).

(F) Subject to the next paragraph of this article, no director or proposed or intending director shall be disqualified by his office from contracting with the Company, either with regard to his tenure of any office or place of profit or as vendor, purchaser or in any other manner whatever, nor shall any such contract or any other contract or arrangement in which any director is in any way interested be liable to be avoided, nor shall any director so contracting or being so interested be liable to account to the Company or the members for any remuneration, profit or other benefits realised by any such contract or arrangement by reason of such director holding that office or of the fiduciary relationship thereby established.

(G) A director who to his knowledge is in any way, whether directly or indirectly, interested in a contract or arrangement or proposed contract or arrangement with the Company shall declare the nature of his interest at the meeting of the board at which the question of entering into the contract or arrangement is first taken into consideration, if he knows his interest then exists, or in any other case at the first meeting of the board after he knows that he is or has become so interested. A general notice to the board given by a director to the effect that he is a member of a specified company or firm and is to be regarded as interested in any contract or arrangement which may after the date of the notice be made with such company or firm shall be sufficient declaration of interest under this article in relation to any contract or arrangement so made; provided that no such notice shall be effective unless either it is given at a meeting of the board or the director giving the same takes reasonable steps to secure that it is brought up and read at the next meeting of the board after it is given.

(H) Provided that such disclosure is made as aforesaid, a director shall be entitled to vote in respect of any contract or arrangement in which he is interested and to be counted in the quorum present at the meeting at which such contract or arrangement is considered.

(l) The Company may by ordinary resolution suspend or relax the provisions of this article to any extent or ratify any transaction not duly authorised by reason of a contravention of this article.

Powers and duties of the directors

89. The business of the Company shall be managed by the board, which may pay all expenses incurred in forming and registering the Company and may exercise all powers of the Company (whether relating to the management of the business of the Company or otherwise) which are not by the Ordinance or by these articles required to be exercised by the Company in general meeting, subject nevertheless to the provisions of the Ordinance and of these articles and to such regulations, being not inconsistent with such provisions, as may be prescribed by the Company in general meeting, but no regulations made by the Company in general meeting shall invalidate any prior act of the board which would have been valid if such regulations had not been made. The general powers given by this article shall not be limited or restricted by any special authority or power given to the board by any other article.

90. The board may establish local boards or agencies for managing any of the affairs of the Company, either in Hong Kong or elsewhere, and may appoint any persons to be members of such local boards, or any managers or agents, and may fix their remunerations. The board may delegate to any local board, manager or agent any of the powers, authorities and discretions vested in or exercisable by the board, with power to sub-delegate, and may authorise the members of any local board or any of them to fill any vacancies therein and to act notwithstanding vacancies. Any such appointment or delegation may be made upon such terms and subject to such conditions as the board may think fit, and the board may remove any person appointed as aforesaid, and may revoke or vary such delegation, but no person dealing in good faith and without notice of any such revocation or variation shall be affected thereby.

91. (A) The board may by power of attorney appoint any company, firm or person or any fluctuating body of persons, whether nominated directly or indirectly by the board, to be the attorney or attorneys of the Company for such purposes and with such powers, authorities and discretions (not exceeding those vested in or exercisable by the board under these articles) and for such period and subject to such conditions as it may think fit, and any such power of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any such attorney as the board may think fit and may also authorise any such attorney to sub-delegate all or any of the powers, authorities and discretions vested in him.

(B) The Company may, by writing under its seal, empower any person, either generally or in respect of any specified matter, as its attorney, to execute deeds and instruments on its behalf and to enter into contracts and sign the same on its behalf in any place not situate within Hong Kong and every deed signed by such attorney on behalf of the Company and under his seal, shall bind the Company and have the same effect as if it were under the seal of the Company.

92. The board may entrust to and confer upon any director any of the powers exercisable by it upon such terms and conditions and with such restrictions as it thinks fit, and either collaterally with, or to the exclusion of, its own powers, and may from time to time revoke or vary all or any of such powers but no person dealing in good faith and without notice of such revocation or variation shall be affected thereby.

93. The Company may exercise all the powers conferred by the Ordinance with regard to having official seals and such powers shall be vested in the board.

94. Subject to the provisions of the Ordinance, the Company may keep an overseas or local or other register in any place and the board may make and vary such regulations as it may think fit respecting the keeping of any such register.

95. All cheques, promissory notes, drafts, bills of exchange and other instruments, whether negotiable or transferable or not, and all receipts for moneys paid to the Company shall be signed, drawn, accepted, endorsed or otherwise executed, as the case may be, in such manner as the board shall from time to time determine.

96. The board shall cause minutes or records to be made in books provided for the purpose:-

- (1) of all appointments of officers made by the board;
- (2) of the names of the directors present at each meeting of the board and at each meeting of each committee of the board; and
- (3) of all resolutions and proceedings at all meetings of the Company and of the board and of any committee of the board.

97. The board on behalf of the Company may exercise all the powers of the Company to grant pensions, annuities or other allowances and benefits in favour of any person including any director or former director or the relations, connections or dependants of any director or former director provided that no pension, annuity or other allowance or benefit (except such as may be provided for by any other article) shall be granted to a director or former director who has not been an executive director or held any other office or place or profit under the Company or any of its subsidiaries or to a person who has no claim on the Company except as a relation, connection or dependant of such a director or former director without the approval of an ordinary resolution of the Company. A director or former director shall not be accountable to the Company or the members for any benefit of any kind conferred under or pursuant to this article and the receipt of any such benefit shall not disqualify any person from being or becoming a director of the Company.

Proceedings of directors

98. The directors may meet together for the despatch of business, adjourn and otherwise regulate their meetings and proceedings as they think fit and may determine the quorum necessary for the transaction of business. Unless otherwise determined two directors shall be a quorum. For the purpose of this article an alternate director shall be counted in a quorum but, notwithstanding that an alternate director is an alternate for more than one director, he shall for quorum purposes count as only one director. The directors or any committee of the directors may meet by means of a conference telephone or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting are capable of hearing each other. Directors so participating shall be counted in determining whether a quorum is present.

Questions arising at any meeting shall be decided by a majority of votes. A director who is also an alternate director shall be entitled, in addition to his own vote, to a separate vote on behalf of each absent director for whom he is an alternate director. In the case of an equality of votes the chairman of the meeting shall have a second or casting vote.

99. A director may, and on the request of a director the secretary shall, convene a meeting of the directors. It shall not be necessary to give notice of a meeting to a director who is absent from Hong Kong.

100. The continuing directors or director may act notwithstanding a vacancy in their body; but if the number of directors is less than the number fixed as their quorum, the continuing directors or director may act for the purpose only of appointing an additional director or additional directors or of convening a general meeting.

101. The directors may elect from their number, and remove, a chairman and deputy chairman. The chairman or, in his absence, the deputy chairman shall preside at all meetings of the directors, but if no such chairman or deputy chairman is elected or if at any meeting neither the chairman nor the deputy chairman is present within five minutes after the time appointed for the meeting, the directors present may choose one of their number to preside as chairman of the meeting.

102. A resolution in writing signed by all the directors for the time being shall be as effective as a resolution passed at a meeting of the directors duly convened and held, and may consist of several documents in the like form, each signed by one or more directors, but no purported resolution shall be valid if it is signed by an alternate director in the stead of his appointor. A telex, facsimile message or cable (or any other message sent by electronic means) sent by or at the direction of a director shall be deemed to be a document signed by him for the purposes of this article.

103. All acts done by a meeting of the directors or of a committee of the directors or by a person acting as a director shall, notwithstanding that it is afterwards discovered that there was a defect in the appointment of any director or that any of them was disqualified or had vacated office or was not entitled to vote, be as valid as if every such person had been duly appointed, was qualified, had continued to be a director and had been entitled to vote.

Borrowing powers

104. The directors may from time to time at their discretion exercise all or any of the powers of the Company to raise or borrow or to secure the payment of any sum or sums of money for the purposes of the Company and to give guarantees mortgage or change its undertaking, property and uncalled capital or any part thereof for such purposes.

105. The directors may raise or secure the payment or repayment of such sum or sums in such manner and upon such terms and conditions in all respects as they think fit and, in particular, by the issue of debentures, debenture stock, bonds or other securities of the Company, whether outright or as collateral security for any debt, liability or obligation of the Company or of any third party.

106. Debentures, debenture stock, bonds and other securities may be made assignable free from any equities between the Company and the person to whom the same may be issued.

107. Any debentures, debenture stock, bonds or other securities may be issued at a discount, premium or otherwise and with any special privileges as to redemption, surrender, drawings, allotment of shares, attending and voting at general meetings of the Company, appointment of directors and otherwise.

108. (A) The directors shall cause a proper register to be kept, in accordance with the provisions of the Ordinance, of all mortgages and charges specifically affecting the property of the Company and shall duly comply with the requirements of the Ordinance in regard to the registration of mortgages and charges therein specified and otherwise.

(B) If the Company issues a series of debentures or debenture stock not transferable by delivery, the directors shall cause a proper register to be kept of the holders of such debentures in accordance with the provisions of the Ordinance.

109. Where any uncalled capital of the Company is charged, all persons taking any subsequent charge thereon shall take the same subject to such prior charge, and shall not be entitled, by notice to the members or otherwise, to obtain priority over such prior charge.

Secretary

110. The first Secretary of the Company shall be STANDGUARD NOMINEES (H.K.) LIMITED who may resign from this office upon giving notice to Company of such intention and such resignation shall take effect upon the expiration of such notice or its earlier acceptance. The directors shall, subject to the provisions of the Ordinance, appoint a Secretary on such terms as they think fit and may, without prejudice to any claim for breach of contract between the Company and him, remove the secretary from office. The directors may also appoint any other person, either generally or specially, to perform all or any of the duties of the Secretary.

111. A provision of the Ordinance or these articles requiring or authorising a thing to be done by or to a director and the Secretary shall not be satisfied by its being done by or to the same person acting both as director and as, or in place of, the Secretary.

The seal

112. The seal shall be used only with the authority of the directors or a committee of the directors authorised by the directors. Every instrument to which the seal is affixed shall be signed autographically by one director and countersigned by the Secretary or by a second director or by some other person appointed by the Board for the purpose; but share certificates, any securities issued by the Company and any document creating or evidencing securities so issued, if sealed with a securities seal kept for that purpose, need not be signed and, if sealed with the seal and if the directors so resolve, need not be signed or may be signed by some mechanical method.

113. The Company may have an official seal for use abroad under the provisions of the Ordinance where and as the board shall determine, and the Company may by writing under the seal appoint any agents or agent, committees or committee abroad to be the duly authorised agents of the company for the purpose of affixing and using such official seal and they may impose such restrictions on the use thereof as may be thought fit. Wherever in these articles refer-

ence is made to the seal, the reference shall, and so far as may be applicable, be deemed to include any such official seal as aforesaid.

Dividends

114. The Company may, by ordinary resolution, declare dividends, but no dividend shall exceed the amount recommended by the directors.

115. The directors may pay interim dividends if it appears to them that the dividends are justified by the profits available for distribution. While the preferential dividend on any share is in arrear, no interim dividend shall be paid on any other share ranking subsequently for dividend.

116. No dividend shall be paid otherwise than out of profits.

117. Subject to any rights attached to any share and subject to the terms of allotment of any share, all dividends shall be apportioned and paid pro rata according to the amounts paid up on the shares (otherwise than in advance of calls) during any part or parts of the period in respect of which the dividend is paid.

118. The directors may deduct from any dividend payable on any share held by a member all sums of money presently payable by him to the Company on account of calls or otherwise in relation to the share.

119. If the resolution of the Company in general meeting or of the directors declaring or paying a dividend on any shares provides that it shall be paid to the members registered as the holders of those shares at a specified time, the dividend shall be payable to those members accordingly.

120. No dividend payable on a share shall (subject to the terms of allotment of the share) bear interest against the Company. Any dividend unclaimed for a period of six years from the date on which it became payable shall, if the directors so resolve, be forfeited and cease to remain owing by the Company, which shall not be constituted a trustee of an unclaimed dividend.

121. Any dividend interest or other sum payable in cash on a share may be paid by cheque or warrant sent through the post to the registered address of the holder of the share or, in the case of joint holders, to any one of the joint holders or to such person at such address as the holder or joint holders or the person entitled to the share may direct in writing. Every such cheque or warrant shall be made payable to the order of the person to whom it is sent or to such person as the holder or joint holders may direct in writing and payment of the cheque or warrant shall be a good discharge to the Company. Every such cheque or warrant shall be sent at the risk of the person entitled to the money represented thereby.

122. Any one joint holder of a share may give an effectual receipt for any dividend payable on the share.

123. The Company shall not be bound to accept or act upon any waiver of the whole or any part of any dividend.

124. Any general meeting declaring a dividend may by ordinary resolution, upon the recommendation of the board, direct payment or satisfaction of such dividend wholly or in part by the distribution of specific assets, and in particular of paid up shares or debentures of any other company, and the board shall give effect to such direction, and where any difficulty arises in regard to such distribution the board may settle it as it thinks expedient and in particular may issue fractional certificates or authorise any person to sell and transfer any fractions or may ignore fractions altogether and may fix the value for distribution purposes of any such specific assets and may determine that cash payments shall be made to any Members upon the footing of the value so fixed in order to secure equality of distribution and may vest any such specific assets in trustees, as may seem expedient to the board.

Reserves

125. The directors may from time to time set aside out of the profits of the Company and carry to reserve such sums as they think proper which shall, at the discretion of the directors, be applicable for any purpose to which the profits of the Company may properly be applied and pending such application may either be employed in the business of the Company or be invested. The directors may divide the reserve into such special funds as they think fit, and may consolidate into one fund any special funds or any parts of any special funds into which the reserve may have been divided. The directors may also without placing the same to reserve carry forward any profits.

Capitalisation of profits

126. The Company may, upon the recommendation of the board, at any time and from time to time pass an ordinary resolution to the effect that it is desirable to capitalise all or any part of any amount for the time being standing to the credit of any reserve or fund which is available for distribution or to the credit of any share premium account or any capital redemption reserve fund and accordingly that such amount be set free for distribution among the members or any class of members who would be entitled thereto if distributed by way of dividend and in the same proportions, on the footing that the same be not paid in cash but be applied either in or towards paying up the amounts for the time being unpaid on any shares in the Company held by such members respectively or in payment up in full of unissued shares, debentures or other obligations of the Company, to be allotted and distributed credited as fully paid among such members, or partly in one way and partly in the other, and the board shall give effect to such resolution, provided that, for the purposes of this article, a share premium account and a capital redemption reserve fund may be applied only in the paying up of unissued shares to be issued to such members credited as fully paid.

127. Where any difficulty arises in regard to any distribution under the last preceding article the board may settle the same as it thinks expedient and in particular may issue fractional certificates or authorise any person to sell and transfer any fractions or may resolve that the distribution should be as nearly as may be practicable in the correct proportion but not exactly so or may ignore fractions altogether, and may determine that cash payments shall be made to any members in order to adjust the rights of all parties, as may seem expedient to the board. The board may appoint any person to sign on behalf of the persons entitled to participate in the distribution any contract necessary or desirable for giving effect thereto and such appointment shall be effective and binding upon the members.

Record dates

128. Notwithstanding any other provision of these articles the Company or the board may fix any date as the record date for any dividend, distribution, allotment or issue and such record date may be on or at any time before or after any date on which such dividend, distribution, allotment issue is declared, paid or made.

Accounting records

129. The board shall cause to be kept accounting records sufficient to give a true and fair view of the state of the Company's affairs and to show and explain its transactions, in accordance with the Ordinance.

130. The accounting records shall be kept at the Office or, subject to the Ordinance, at such other place or places as the board may think fit and shall always be open to inspection by the officers of the Company. No member (other than an officer of the Company) shall have any right of inspecting any accounting record or book or document of the Company except as conferred by law or authorised by the board.

Audit

131. Auditors shall be appointed and their duties regulated in accordance with the provisions of the Ordinance.

132. Subject as otherwise provided by the Ordinance the remuneration of the Auditors shall be fixed by the Company in general meeting Provided always that in respect of any particular year the Company in general meeting may delegate the fixing of such remuneration to the directors.

133. Every statement of accounts audited by the Company's Auditors and presented by the directors at a general meeting shall after approval at such meeting be conclusive except as regards any error discovered therein within three months of the approval thereof. Whenever any such error is discovered within that period, it shall forthwith be corrected, and the statement of account amended in respect of the error shall be conclusive.

Destruction of documents

134. The Company shall be entitled to destroy:-

(a) any instrument of transfer of shares, any form of renunciation of an allotment of shares and any form of application for registration as the holder of shares at any time after the expiry of six years from the date on which the transferee, the renounee or the applicant for registration (as the case may be) was registered as the holder of the shares;

(b) any dividend mandate, notification of change of address and cancelled share certificate at any time after the expiry of two years from the date on which it was recorded in the books or records of the Company or, in the case of a cancelled certificate, from the date of its cancellation; and

(c) any other document on the basis of which any entry in the register of members is made at any time after the expiry of twelve years from the date on which an entry in the register was first made in respect of it.

Provided that the document was destroyed or otherwise disposed of in good faith and without notice of any claim (regardless of the parties thereto) to which the document might be relevant, it shall be conclusively presumed in favour of the Company that every entry in its books or records purporting to have been made on this basis of the document was duly and properly made and that it was a valid and effective document in accordance with the recorded particulars in the books or records of the Company.

135. Nothing contained in the last preceding article shall impose upon the Company any liability which would not have attached to the Company in the absence of that article.

Notices

136. Any notice to be given pursuant to these articles shall be in writing, except that a notice of a meeting of the directors need not be in writing.

137. A notice may be given by the Company to a member either personally or by leaving it at or sending it through the post in a prepaid envelope addressed to him at his registered address. In the case of joint holders of a share, all notices shall be given to the holder first named in the register of members in respect of the share and notice so given shall be sufficient notice to all the joint holders; for this purpose a joint holder without a registered address in Hong Kong who has not given to the Company an address in Hong Kong for the service of notices shall be disregarded.

138. A member without a registered address in Hong Kong shall not be entitled to receive any notice from the Company unless he has given to the Company an address in Hong Kong for the service of notices, which address shall be deemed for that purpose to be his registered address.

139. A notice sent by post shall be deemed to have been given on the expiry of 48 hours after the envelope containing it was posted. Proof that the envelope was properly addressed, prepaid and posted shall be conclusive evidence that the notice was given.

140. Every person who becomes entitled to a share shall be bound by any notice in respect of that share which, before he is registered as the holder of the share, has been left at or sent by post to the registered address of the person from whom he derives his title.

141. If at any time the Company is unable to convene a general meeting by notices sent through the post by reason of the suspension or curtailment of postal services within Hong Kong, a general meeting may be convened by notice advertised on the same day in at least one leading English language daily newspaper circulating in Hong Kong and the notice shall be deemed to have been duly served on all members entitled to it at noon on the day on which the advertisement appears. The Company shall send confirmatory copies of the notice by post if the posting of notices throughout Hong Kong again becomes practicable at least seven days before the meeting.

Untraced shareholders

142. The directors may sell any share if:-

(1) all cheques and warrants for all dividends payable on the share which have been sent in the manner authorised by these articles have remained uncashed for a period of six years before the date, or the later, of the publication of the advertisement or advertisements mentioned in paragraph (2) below;

(2) the Company has inserted an advertisement giving notice of its intention to sell the share in a leading English language daily newspaper circulating in Hong Kong and, if the holder of or other person entitled to the share has an address for the service of notices under these articles, in a newspaper published in the area of that address; and

(3) during that period of twelve years and the following ninety days the Company has not received any information of the existence of the holder of or other person entitled to the share.

The proceeds of sale shall belong to the Company and may be invested or otherwise used for the benefit of the Company, which shall not be constituted a trustee thereof and shall not be liable to pay interest or to account for any money earned thereon.

Winding up

143. If the company is wound up, the liquidator may, with the authority of a special resolution and any other authority required by the Ordinance, divide among the members in specie the whole or any part of the assets of the Company and may for this purpose set such value as he deems fair upon each kind of property and may determine how such division shall be carried out as between the members or different classes of members; but no member shall be compelled to accept any asset in respect of which there is a liability. The liquidator may also, with the like authority, vest any part of the assets in trustees upon such trusts for the benefit of the members as the liquidator shall think fit, and the liquidation of the Company may be closed and the Company dissolved.

Indemnity

144. (A) Subject to the provisions of and so far as may be permitted by the Ordinance every Director, auditor, Secretary or other officer of the Company and every agent or employee of the Company shall be entitled to be indemnified by the Company out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, expenses and liabilities (including any such liability as is mentioned in paragraph (c) of the proviso to section 165 of the Ordinance) which he may sustain or incur in or about the execution and discharge of his duties or in relation thereto including any liability incurred by him in defending any proceedings, civil or criminal, which relate to anything done or omitted or alleged to have been done or omitted by him as officer or employee of the Company and in which judgement is given in his favour (or the proceedings are otherwise disposed of without any finding or admission of any material breach of duty on his part) or in which he is acquitted or in connection with any application under any statute for relief from liability in respect of any such act or omission in which relief is granted to him by Court.

(B) Subject to section 165 of the Ordinance, if any Director and/or other person shall become personally liable for the payment of any sum primarily due from the Company, the Directors may execute or cause to be executed any mortgage, charge, or security over or affecting the whole or any part of the assets of the Company by way of indemnity to secure the Director and/or person so becoming liable as aforesaid from any loss in respect of such liability.

Names, addresses and descriptions of subscribers

For and on behalf of
GUARDSTAND NOMINEES (H.K.) LIMITED
(Sd.) Rebecca Chow
Manager
Suite C, 12th Floor, Two Chinachem Plaza
68 Connaught Road Central
Hong Kong
Corporation

For and on behalf of
STANDGUARD NOMINEES (H.K.) LIMITED
(Sd.) Rebecca Chow
Manager
Suite C, 12th Floor, Two Chinachem Plaza
68 Connaught Road Central
Hong Kong
Corporation

Dated the 21st day of February, 1997.

Witness to the above signatures
(Sd.) Wai-Man Chiu
Suite C, 12th Floor, Two Chinachem Plaza
68 Connaught Road Central
Hong Kong
Corporate Administrator

Certificate of incorporation

I hereby certify that SIDEX INTERNATIONAL LIMITED is this day incorporated in Hong Kong under the Companies Ordinance, and that this company is limited.

Issued by the undersigned on 3 March, 1997.

For Registrar of Companies Hong Kong

Ms H. Chang

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2001, vol. 548, fol. 19, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06400/503/931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2001.

SIDEX INTERNATIONAL LIMITED, Succursale Luxembourg.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 32, rue Dernier Sol.

Par la présente, nous vous saurions gré de bien vouloir procéder à l'enregistrement de la succursale luxembourgeoise suivante:

- a) adresse succursale: 32, rue Dernier Sol, L-2543 Luxembourg,
- b) activités succursale: import-export et distribution de produits de décoration de Noël, mobilier de plein air et accessoires et de textile,
- c) registre et n° d'immatriculation: Registre du Commerce de Hong-Kong, n° 596807,
- d) montant capital social: 6.500,- GBP,
- e) montant du capital affecté à la succursale: 2.500,- GBP,
- f) dénomination sociale: SIDEX INTERNATIONAL LIMITED, succursale Luxembourg,
- g) représentant de la société et gérant de la succursale: Samuel Akdime.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2001, vol. 548, fol. 19, case 3. – Reçu 1.632 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(06401/503/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2001.

CEL, COMPTOIR ELECTROTECHNIQUE LUXEMBOURGEOIS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 56-62, rue de Hollerich.

R. C. Luxembourg B 3.727.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2001, vol. 548, fol. 55, case 99, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour la société

F. Favart

Directeur Administratif et Financier

(05979/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

D'SONNEBÄNK, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4067 Esch-sur-Alzette, 14, rue du Commerce.

R. C. Luxembourg B 36.548.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte de dissolution de société reçu par Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du vingt et un décembre deux mille, n° 1921 du répertoire, enregistré à Esch-sur-Alzette, le trois janvier deux mille un, volume 866, folio 3, case 2, que la société à responsabilité limitée D'SONNEBÄNK, S.à r.l., avec siège social à L-4067 Esch-sur-Alzette, 14, rue du Commerce, constituée initialement sous la domination DA CAPO SOLARIUM, S.à r.l., suivant acte reçu par le notaire Christine Doerner, en date du dix-huit mars mil neuf cent quatre-vingt onze, publié au Mémorial Recueil Spécial C, au n° 361 du 4 octobre 1991, au capital de cinq cent mille francs (500.000,-) a été dissoute en date du vingt-et-un décembre deux mille et entrera en liquidation également à compter de ce jour.

Décisions prises suite à l'assemblée générale: est nommé liquidateur Madame Marie-Anne Theis, ancienne gérante; les livres et documents de la société dissoute et liquidée D'SONNEBÄNK, S.à r.l., resteront déposés et seront conservés pendant cinq ans dans la demeure de Madame Marie-Anne Theis à L-4221 Esch-sur-Alzette, 143, rue de Luxembourg.

Esch-sur-Alzette, le 18 janvier 2001

Pour copie conforme

Signature

Le notaire

(06013/224/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COCODY INVESTISSEMENT S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 60.119.

Les bilans au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO. S.A.

Signature

(05967/587/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COCODY INVESTISSEMENT S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 60.119.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

WOOD, APPLETON, OLIVER & CO. S.A.

Signature

(05968/587/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COCODY INVESTISSEMENT S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 60.119.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 2000

La démission de la société WOOD, APPLETON, OLIVER & CO S.A. en tant que commissaire aux comptes de la société COCODY INVESTMENTS S.A., à partir du 5 juin 2000, est acceptée et décharge lui est donnée pour l'exercice de son mandat.

Est nommée commissaire aux comptes, la société WOOD, APPLETON, OLIVER EXPERTS COMPTABLES, S.à r.l., ayant son siège social au 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de 2005.

Pour extrait

G. Laera-Schmit

Enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 42, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05969/587/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COMSTOCK (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1450 Luxembourg, 7, Côte d'Eich.
R. C. Luxembourg B 66.667.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 45, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

REPARTITION DU RESULTAT

- Résultat de l'exercice	- 224.220
- Résultat reporté.....	-
- Résultat à affecter.....	<u>- 224.220</u>
- Résultat reporté.....	<u>- 224.220</u>
	<u>- 224.220</u>

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS & GUERARD LUXEMBOURG

Signatures

(05981/636/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COMPAGNIE DE LORRAINE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 60.559.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 29 décembre 2000

«... Après en avoir délibéré, et en vertu de l'autorisation lui accordée par l'assemblée générale, le conseil prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. Le conseil d'administration décide de supprimer la valeur nominale des actions.

2. Conformément aux dispositions de la loi du 10 décembre 1998 modifiant la loi du 10 août 1915, le conseil d'administration décide de convertir avec effet au 1^{er} janvier 2001, le capital social et le capital autorisé, actuellement exprimés en francs luxembourgeois, en euros. Ainsi, le capital social s'établit à EUR 1.696.831,18 (un million six cent quatre-vingt-seize mille huit cent trente et un euros et dix-huit cents) et le capital autorisé à EUR 4.957.870,50 (quatre millions neuf cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix euros et cinquante cents).

3. Le conseil d'administration décide de modifier les alinéas 1 et 4 de l'article 5 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Art. 5. 1^{er} alinéa

«Le capital souscrit est fixé à EUR 1.696.831,18 (un million six cent quatre-vingt-seize mille huit cent trente et un euros et dix-huit cents), représenté par 68.450 (soixante-huit mille quatre cent cinquante) actions sans désignation de valeur nominale.»

4^{ème} alinéa

«Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 4.957.870,50 (quatre millions neuf cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix euros et cinquante cents) qui sera représenté par 200.000 (deux cent mille) actions sans désignation de valeur nominale.»

4. Mandat est donné à chaque administrateur, agissant individuellement, afin de procéder aux écritures comptables qui s'imposent, de procéder aux inscriptions dans les registres sociaux et d'établir des statuts coordonnés suite aux résolutions de la présente. ...»

Luxembourg, le 12 janvier 2001.

Pour extrait conforme

J. Seil

Enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 47, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05978/222/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

COMPTOIR DU SEL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, rue de l'Industrie.

R. C. Luxembourg B 18.921.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 janvier 2001, vol. 548, fol. 40, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2001.

Pour COMPTOIR DU SEL, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES P.M.E.

Signature

(05980/514/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CONSTELLATION FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 73.060.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2001, vol. 548, fol. 27, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 janvier 2001.

CONSTELLATION FINANCE S.A.

Signatures

Administrateurs

(05985/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2134 Luxemburg, 58, rue Charles Martel.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausend, den neunundzwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Reginald Neuman, mit Amtswohnsitz zu Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr André Marc, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg;

handelnd: a) in eigenem Namen,

b) im Namen und für Rechnung von Herrn Marc Feider, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg;

auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, gegeben in Luxemburg, am 22. Dezember 2000, hier beigegeben.

Der Erschienene, handelnd wie vorangegeben, ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Aktiengesellschaft, die er hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

I. Form, Sitz, Dauer und Zweck der Gesellschaft**Art. 1.** Es besteht eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung INTERNATIONAL FUND MANAGEMENT S.A.**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft sind sämtliche industriellen, kommerziellen oder finanziellen Handlungen hinsichtlich beweglicher oder unbeweglicher Sachen, welche direkt oder indirekt in Zusammenhang stehen mit der Gründung, Verwaltung und Finanzierung, unter welcher Form auch immer, von jedwelchen Unternehmen und Gesellschaften.

Die Gesellschaft kann sich mit allen Mitteln an anderen Unternehmen, Gesellschaften oder Geschäften mit einem identischen, ähnlichen oder verwandten Zweck beteiligen oder welche ihrem Gesellschaftszweck verbunden oder nützlich sind.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz jederzeit an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates Tochtergesellschaften, Zweigniederlassungen, Agenturen, Vertretungen und Büros im Großherzogtum Luxemburg und im Ausland errichten.

Sofern außerordentliche Ereignisse, insbesondere politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur einzutreten drohen oder eingetreten sind, die geeignet sind, die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und ausländischen Staaten zu beeinträchtigen, so ist neben der Generalversammlung auch der Verwaltungsrat befugt, den Sitz der Gesellschaft nach Maßgabe der in Luxemburg geltenden Rechtsvorschriften vorübergehend in einen anderen Staat zu verlegen und die Verlegung ausländischen Behörden oder anderen zur Kenntnis zu bringen.

Die Nationalität der Gesellschaft bleibt, unbeeinflusst von einer derartigen vorübergehenden Sitzverlegung, luxemburgisch.

Art. 4. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann vorzeitig aufgelöst werden.**II. Kapital der Gesellschaft****Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt 1.250.000,- LUF (eine Million zweihundertfünfzigtausend) Luxemburger Franken und ist eingeteilt in 1.250 (eintausendzweihundertfünfzig) gleichwertige Aktien im Nennwert von 1.000,- LUF (eintausend) Luxemburger Franken pro Aktie.**Art. 6.** Im Falle einer Kapitalerhöhung steht den Aktionären, sofern die Generalversammlung mit der für Kapitalerhöhungen erforderlichen Mehrheit nichts anderes beschließt, ein Bezugsrecht im Verhältnis der Nennbeträge ihrer Aktien zu.**Art. 7.** Sämtliche Aktien lauten auf den Namen. Anstelle von Urkunden über einzelne Aktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgegeben werden.

Am Sitz der Gesellschaft wird über die Namensaktien ein Register geführt, in das die genaue Bezeichnung des Aktionärs, die Zahl seiner Aktien und die Übertragung mit deren Datum eingetragen wird. Die Umwandlung von Namens- in Inhaberaktien ist ausgeschlossen.

Jeder Gesellschafter, der seine Aktien ganz oder teilweise übertragen will, muß diese zuvor den anderen Aktionären anbieten.

Der Aktionär, welcher sich zu einer Übertragung eines Teiles oder aller seiner Aktien entschließt, teilt diese Absicht dem Verwaltungsrat einschreibebrieflich mit.

Dieses Schreiben enthält die genauen Daten bezüglich der zu übertragenden Aktien, des Preises und der Identität des Kaufinteressenten sowie ein unwiderrufliches Kaufangebot an die anderen Aktionäre, welches während der hiernach beschriebenen Dauer aufrechterhalten werden muss.

Der Verwaltungsrat leitet dieses Angebot unverzüglich an die anderen Aktionäre weiter, spätestens jedoch fünfzehn Tage nach Erhalt des entsprechenden Einschreibebriefes.

Innerhalb dreißig Tagen nach dem Datum des Absendens der Mitteilung durch den Verwaltungsrat müssen die anderen Aktionäre einschreibebrieflich ihre Absicht erklären, von ihrem Vorkaufsrecht nach dem Verhältnis der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Aktien Gebrauch zu machen, anderenfalls das Vorkaufsrecht hinfällig wird. Will ein Aktionär von dem Vorkaufsrecht keinen Gebrauch machen, so soll er dies möglichst frühzeitig, tunlichst eine Woche vor Fristablauf, dem Verwaltungsrat einschreibebrieflich mitteilen. Soweit das Vorkaufsrecht von einem oder mehreren Aktionären nicht ausgeübt wird, wächst es den Aktionären zu, die von dem Recht Gebrauch machen, und zwar ebenfalls

im Verhältnis der von ihnen gehaltenen Aktien. Der Verwaltungsrat wird die übrigen Aktionäre, sofern dies angesichts der Zahl der Aktionäre noch durchführbar ist, über die Anwachsung der Vorkaufsrechte jeweils umgehend informieren.

Nach Ablauf dieser Frist teilt der Verwaltungsrat unverzüglich allen Aktionären das Ergebnis des Verfahrens mit. Falls kein Aktionär sein Vorkaufsrecht in Anspruch genommen hat, kann der übertragende Aktionär, ab Erhalt des Mitteilungsschreibens des Verwaltungsrates, gemäß den in dem Angebot enthaltenen Bedingungen, die Aktien veräußern.

Wird das Vorkaufsrecht ausgeübt, wird der Kaufpreis für den Erwerb der Aktien - mangels Einigung - von einem Sachverständigen festgesetzt, den die Parteien einvernehmlich genannt haben oder der, falls die Parteien sich nicht auf einen Sachverständigen einigen können, durch den Vorsitzenden des Bezirksgerichts Luxemburg ernannt wird.

Der Aktionär, der gemäß den obigen Bestimmungen Aktien eines anderen Aktionärs erwirbt, zahlt den Preis innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach Festlegung des Preises.

III. Verwaltung und Aufsicht

Art. 8. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre zu sein brauchen, und von der Generalversammlung ernannt werden, die die Dauer ihrer Mandate bestimmt. Im übrigen bestimmt die Generalversammlung die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder.

Die Dauer der Mandate darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wiedergewählt werden.

Die Generalversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit abberufen.

Bei Vakanz eines Verwaltungsratsplatzes steht den verbleibenden Mitgliedern des Verwaltungsrates das Recht zu, für die vorläufige Besetzung des Verwaltungsrates Sorge zu tragen. Die endgültige Wahl wird durch die nächste Generalversammlung vorgenommen.

Art. 9. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte der Gesellschaft zu führen und die Gesellschaft uneingeschränkt gegenüber Dritten zu vertreten. Die Ausübung dieser Befugnisse erfolgt im Rahmen einer von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates einstimmig zu erlassenden Geschäftsordnung.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

Der Verwaltungsrat kann einer Person oder mehreren seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Aktionäre zu sein brauchen, erfolgen. Die Übertragung auf ein Mitglied oder auf mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Zustimmung der Generalversammlung.

Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche, Generalvollmachten und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

Der jeweilige Geschäftsführer der Gesellschaft (Mitglied des Verwaltungsrates oder Dritter) darf die Gesellschaft nur gemeinsam mit einer weiteren zeichnungsberechtigten Person vertreten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen oder mehrere Stellvertreter.

Der Vorsitzende erlässt unter Bekanntgabe des Ortes, der Zeit und der Tagesordnung die Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates, so oft die Angelegenheiten der Gesellschaft dies erfordern, außerdem auf Antrag eines Mitgliedes.

Wenn die Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder vorliegt, kann auf ein Einberufungsverfahren verzichtet werden. Für Sitzungen, für die sowohl der Sitzungstermin als auch der Sitzungsort in einem früheren Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt wurden, bedarf es keiner gesonderten Einberufung.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates, das an der Teilnahme an einer Sitzung verhindert ist, kann ein anderes Mitglied schriftlich (per Brief, Telefax, Kabeltelegramm, Telegramm, Telex oder e-mail) zu seiner Vertretung bevollmächtigen. Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig sofern zwei Drittel seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

Die Beschlüsse werden mit einer Stimmenmehrheit von zwei Dritteln gefasst. In der Geschäftsordnung kann für einzelne Beschlüsse eine andere Mehrheit vorgesehen werden.

Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder seines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt.

Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, Kabeltelegramm, Telegramm, Telex oder e-mail.

Die Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates sind unbeschadet des vorstehenden Absatzes durch Protokolle zu beurkunden, die vom Vorsitzenden und vom Protokollführer zu unterzeichnen sind.

Die Beglaubigung von Auszügen erfolgt in der Regel durch den Vorsitzenden und den Protokollführer, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muß. Sie kann durch zwei beliebige Mitglieder vorgenommen werden.

Art. 11. Mit der Aufsicht und der Kontrolle über die Tätigkeit der Gesellschaft wird ein Kommissar betraut, der nicht Aktionär der Gesellschaft zu sein braucht. Die Generalversammlung bestellt den Kommissar und legt dessen Amtsdauer fest, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Die Generalversammlung kann den Kommissar jederzeit abberufen. Der Kommissar kann wiedergewählt werden.

Art. 12. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich in der Stadt Luxemburg am zweiundzwanzigsten Juni um elf Uhr statt.

Ist dieser Tag in einem Jahr ein gesetzlicher Feiertag oder ein Bankfeiertag am Ort der ordentlichen Generalversammlung, so findet diese am nächsten Arbeitstag statt.

Ordentliche Generalversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft, und zwar in deren Geschäftsräumen oder an einem anderen, im Einberufungsschreiben angegebenen Ort statt.

Außerordentliche Generalversammlungen werden an dem im Einberufungsschreiben bezeichneten Ort abgehalten.

Art. 13. Die Generalversammlungen werden durch Einschreibebriefe an alle Namensaktionäre einberufen, die spätestens vier Wochen vor dem vorgesehenen Termin abgeschickt werden sollen.

Sie muss mit einer Frist von einem Monat einberufen werden, wenn Aktionäre, die ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, den Verwaltungsrat oder den Kommissar hierzu durch ein schriftliches Gesuch unter Angabe der Tagesordnung auffordern.

Sind alle Aktionäre anwesend oder vertreten so kann die Generalversammlung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Jeder Aktionär kann persönlich oder durch einen schriftlich Bevollmächtigten abstimmen, der nicht Aktionär zu sein braucht. Die Vollmacht ist spätestens drei Tage vor der Generalversammlung dem Verwaltungsrat vorzulegen.

Art. 14. Für folgende Beschlüsse der Generalversammlung ist eine Mehrheit von achtzig Prozent (80%) des gezeichneten Kapitals erforderlich:

- a) Änderung der Form oder des Gegenstandes der Gesellschaft;
- b) Satzungsänderungen, einschließlich Kapitalerhöhungen;
- c) Auflösung der Gesellschaft und Durchführung der Liquidation.

Im übrigen gelten für Beschlüsse der Generalversammlungen die Anwesenheits- und Mehrheitsquoten des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, wie nachträglich abgeändert, mit der Maßgabe, dass die Generalversammlungen, die keine Satzungsänderungen zum Gegenstand haben, beschlussfähig sind, selbst wenn die Hälfte der Aktionäre nicht anwesend oder nicht vertreten sind.

Art. 15. Die Tagesordnung der Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat festgelegt. Aktionäre, die zusammen wenigstens zwanzig Prozent (20%) des Grundkapitals vertreten, können vor der Einberufung der Generalversammlung die Aufnahme einzelner Punkte auf die Tagesordnung verlangen.

Den Vorsitz in der Generalversammlung führt der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder einer seiner Stellvertreter; im Falle der Verhinderung bestimmt der Verwaltungsrat den Vorsitzenden der Generalversammlung.

Die Form der Abstimmung und die Geschäftsordnung bestimmt der Vorsitzende. Im Falle eines Widerspruchs entscheidet die Generalversammlung.

Das Protokoll über die Generalversammlung wird vom Vorsitzenden, dem Schriftführer und den Stimmzählern sowie denjenigen Aktionären oder deren Vertretern, die es verlangen, unterzeichnet. Mit Ausnahme der Beschlüsse der Generalversammlung, die notariell beurkundet werden müssen, können Abschriften und Auszüge des Protokolls, die vor Gericht oder anderwärts vorgelegt werden sollen, vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben werden.

IV. Geschäftsjahr, Jahresabschluss und Verwendung des Jahresergebnisses

Art. 16. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Jedes Jahr, und zwar zum einunddreißigsten Dezember, erstellt der Verwaltungsrat ein Verzeichnis sämtlicher Vermögenswerte, Forderungen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat stellt die Bilanz, sowie die Gewinn- und Verlustrechnung, unter Bildung der erforderlichen Rückstellungen auf.

Wenigstens einen Monat vor der ordentlichen Generalversammlung legt der Verwaltungsrat die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft dem Kommissar vor, der seinerseits der Generalversammlung Bericht erstattet und Vorschläge unterbreitet.

Art. 18. Fünf Prozent des in dem Geschäftsjahr erzielten Reingewinnes sind dem gesetzlichen Reservefonds zuzuführen, solange dieser zehn Prozent des nominellen Aktienkapitals nicht erreicht.

Über den verbleibenden Bilanzgewinn verfügt die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates.

Eine auszuschüttende Dividende gelangt an den vom Verwaltungsrat festgesetzten Stellen und Daten zur Auszahlung.

Unter Berücksichtigung der in Artikel 72-2 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften, enthaltenen Bedingungen wird der Verwaltungsrat ermächtigt Vorabdividenden auszuzahlen.

V. Auflösung und Liquidation

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, zu welcher Zeit und aus welchen Gründe sie auch erfolgen möge, wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung bestellt werden. Die Generalversammlung bestimmt die Befugnisse des bzw. der Liquidatoren.

Wenn kein Liquidator bestellt wird, wird die Liquidation von den Mitgliedern des Verwaltungsrat durchgeführt.

VI. Allgemeine Bestimmung

Art. 20. Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht oder nicht wirksam festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich der Änderungsgesetze.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2001.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet am zweiundzwanzigsten Juni 2002 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Die vorgenannten KompONENTEN haben die Aktien wie folgt gezeichnet:

1) Herr André Marc, vorgenannt, sechshundertfünfundzwanzig Aktien	625
1) Herr Marc Feider, vorgenannt, sechshundertfünfundzwanzig Aktien	625
Total: eintausendzweihundertfünzig Aktien	1.250

Die Einzahlung der Aktien erfolgt zu einem Viertel (1/4), so dass der Gesellschaft ein eingezahltes Kapital von dreihundertzwölftausendfünfhundert (312.500,-) Luxemburger Franken zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichnenden Notar anhand einer Bankbestätigung nachgewiesen wurde.

Der unterzeichnete Notar bestätigt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie nachträglich abgeändert, genannten Bedingungen erfüllt sind.

Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen, belaufen sich auf ungefähr sechzigtausend (60.000,-) Luxemburger Franken.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann traten die erschienenen Gründer zu einer ersten Generalversammlung zusammen, die sie als ordnungsgemäß einberufen anerkannten.

1. Sie setzten die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder auf 3 (drei) fest. Sie ernannten zu Mitgliedern des Verwaltungsrates bis zum Ende der folgenden ordentlichen Generalversammlung, welche am zweiundzwanzigsten Juni 2002 stattfinden wird:

- Herr André Marc, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg;
- Herr Marc Feider, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg;
- Herr Pierre Schleimer, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg.

2. Die Zahl der Kommissare wurde auf einen und die Dauer des Mandates bis zum Ende der nächsten ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2002 festgelegt:

Zum Kommissar wurde die Firma PricewaterhouseCoopers, mit Sitz in L-1471 Luxemburg, 400, route d'Esch, ernannt.

3. Der Sitz der Gesellschaft wird wie folgt festgesetzt:
58, rue Charles Martel, L-2134 Luxemburg.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden hat der Erschienene, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. Marc, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2001, vol. 7CS, fol. 95, case 7. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Abschrift, der vorgenannten Gesellschaft auf Verlangen erteilt, auf stempelfreies Papier, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Firmenregister von und zu Luxembourg.

Luxemburg, den 18. Januar 2001.

R. Neuman.

(06388/226/225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2001.

SCHENECTADY LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.

STATUTES

In the year two thousand, on December twenty-second.

Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary public, residing in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- SCHENECTADY INTERNATIONAL, INC., having its registered office at 1302 Congress Street & Tenth Avenue, Schenectady, NY 12303,

duly represented by Maître Lynn Spielmann, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given in New-York, on December 12, 2000.

- SCHENECTADY CANADA LIMITED, having its registered office at 319 Comstock Road Scarborough, Ontario, Canada M1L 2H3,

duly represented by Maître Lynn Spielmann, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given in New-York, on December 12, 2000.

The said proxies, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties represented as hereabove stated, have requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles:

Title I: Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. There is hereby established between the subscribers and all those who may become members in the future, a corporation with limited liability (société à responsabilité limitée), under the name of SCHENECTADY LUXEMBOURG, S.à r.l.

Art. 2. The corporation is established for an undetermined period.

Art. 3. The registered office of the corporation is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 4. The purpose of the corporation is the acquisition, the management, the enhancement and disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies and branches. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the corporation may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

The corporation may hold interests in partnerships.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the corporation may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad, and may lease or dispose of tangible personal property.

In general, the corporation may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purpose.

Title II: Capital - Units

Art. 5. The subscribed capital is set at fifteen thousand Euros (EUR 15,000.-) represented by one hundred and fifty (150) corporate units with a par value of one hundred Euros (EUR 100.-) each.

All the corporate units have been fully paid-in by the subscribers so that the amount of fifteen thousand Euros (EUR 15,000.-) is at the free disposal of the corporation, as was certified to the notary executing this deed.

Art. 6. Any regularly constituted meeting of members of the corporation shall represent the entire body of members of the corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the corporation.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the corporation by an unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 7. Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The corporation will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the corporation has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the corporation.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the corporation in direct proportion to its relationship with the number of units in existence.

Art. 8. If the corporation has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the corporation represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 9. If the corporation has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the corporation's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the corporation to an end.

Art. 11. Under no circumstances will creditors, legal successors or heirs of a member be allowed to transfer or attach assets of the corporation nor to execute any legal documents on behalf of the corporation.

The exercise of the rights of the corporate units of the deceased will be governed by article 189 of the company law of 10 August 1915, as amended.

Title III: Administration

Art. 12. The corporation shall be managed by a board of managers composed of two managers at least who need not to be members of the corporation.

The managers are appointed and removed by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates. Their mandate may not exceed a period of six years and they shall hold office until their successors are appointed.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least three days in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email another manager as his proxy.

In case there is only one manager present at the board meeting, this manager is allowed to appoint a secretary, who need not to be manager, in order to assist him by holding the board meeting.

Votes may also be cast in writing or by cable, telegram, telex or telefax, or by email.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of all the managers in function.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the corporation and the representation of the corporation for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 16. The corporation will be bound by the joint signature of two managers or the single or joint signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the board of managers.

Art. 17. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the corporation. As agents of the corporation, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 18. The accounting year of the corporation shall begin on January 1st of each year and shall terminate on December 31st, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on December 31st, of the year two thousand and one.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the board of managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the corporation.

Out of the annual net profits of the corporation, five per cent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the corporation.

The general meeting of members, upon recommendation of the board of managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the members.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the significant creditors of the Company are not threatened.

Title IV: Winding up - Liquidation

Art. 20. In the event of dissolution of the corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

Subscription - Payment

The subscribers have subscribed and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed units	Paid-in capital	Corporate capital
SCHENECTADY INTERNATIONAL, INC	12,000.- EUR	12,000.- EUR	120
SCHENECTADY CANADA LIMITED	3,000.- EUR	3,000.- EUR	30
Total:	15,000.- EUR		

Proof of such payments has been given to the undersigned notary so that the amount of 15,000.- EUR (fifteen thousand Euros) is as of now available to the corporation.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately forty thousand Luxembourg francs (LUF 40,000.-).

For the purpose of registration, the share capital is evaluated at six hundred and five thousand ninety-nine Luxembourg francs (LUF 605,099.-).

Resolution of the members

The prenamed members, representing the entire subscribed capital, have immediately taken the following resolutions:

- 1) The registered office of the corporation is at L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.
- 2) The number of managers is fixed at seven.
- 3) The following persons are appointed managers:
 - Wallace A. Graham, chief executive officer, residing at 11 Gloria Lane, Schenectady, NY 12309,
 - Heather M. Ward, budgeting manager, residing at 25 Featherbed Lane, Ballston Spa, NY 12020,
 - Ashley G. Gardner, corporate secretary, residing at 3 Conifer Drive, Burnt Hills, NY 12027,
 - Gregg W. Brown, corporate sourcing manager, residing at 34 Deer Run Hollow, Clifton Park, NY 12065,
 - Malcolm A. MacCormick, business development manager, residing at 110 White Street, Saratoga Springs, NY 12866,
 - Joel S. Williams, treasury manager, residing at 22 Eureka Avenue, Saratoga Springs, NY, 12866,
 - Mr Lynn Spielmann, lawyer, residing in Luxembourg.
- 4) The term of office of the managers shall end at the annual general meeting of members to be held in two thousand and one (2001).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by the surname, Christian name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes:

Im Jahre zweitausend, den zweiundzwanzigsten Dezember.

Vor Uns, Maître Gérard Lecuit, Notar mit Amtssitz in Hesperange, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

- SCHENECTADY INTERNATIONAL, INC., mit Sitz in 1302 Congress Street & Tenth Avenue, Schenectady, NY 12303,

hier vertreten durch Maître Lynn Spielmann, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer in New-York am 12. Dezember 2000 gegebenen Vollmacht unter Privatschrift.

- SCHENECTADY CANADA LIMITED, mit Sitz at 319 Comstock Road Scarborough, Ontario, Canada M1L 2H3, hier vertreten durch Maître Lynn Spielmann, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer in New-York am 12. Dezember 2000 gegebenen Vollmacht unter Privatschrift.

Vorgenannte Vollmachten bleiben, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Komparent und den instrumentierenden Notar, vorliegender Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, vertreten wie vorgenannt, den unterzeichneten Notar ersuchte, die Satzungen einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche dem entsprechenden Gesetz und den vorliegenden Satzungen unterworfen wird, wie folgt zu dokumentieren,

Titel I- Bezeichnung - Dauer - Sitz - Zweck

Art. 1. Hiermit wird zwischen den Zeichner und all denen Personen, welche in Zukunft Gesellschafter werden können, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), unter der Bezeichnung SCHENECTADY LUXEMBOURG, S.à r.l. gegründet.

Art. 2. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 3. Der Gesellschaftssitz ist Luxemburg-Stadt.

Er kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Filialen oder andere Niederlassungen können, entweder in Luxemburg oder im Ausland, durch Beschluss des Verwaltungsrats eröffnet werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräußerung von Beteiligungen in irgendwelcher Form an in- und ausländischen Gesellschaften und Filialen. Die Gesellschaft kann ebenfalls Anleihen aufnehmen und den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Sicherheiten gewähren.

Desweiteren, kann die Gesellschaft alle sonstigen Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Zeichnung, Kauf, Tausch, Verkauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Tausch oder sonstwie veräußern.

Die Gesellschaft kann Beteiligungen an Personengesellschaften in jedweder Form haben.

Sie kann außerdem Patente und Lizenzen sowie davon abgeleitete oder dieselben ergänzende Rechte erwerben, verwerten und veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland gelegene Immobilien erwerben, verwalten, verwerten und veräußern.

Die Gesellschaft kann ebenfalls bewegliche Güter verleihen oder veräußern.

Generell kann die Gesellschaft alle kaufmännischen, gewerblichen und finanziellen Geschäfte beweglicher und unbeweglicher Natur tätigen, welche den obengenannten Zweck fördern oder ergänzen.

Titel II- Gesellschaftskapital - Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das gezeichnete Gesellschaftskapital ist auf fünfzehntausend Euros (EUR 15.000,-) festgelegt, eingeteilt in hundertfünfzig (150) Anteile mit einem Nennwert von je einhundert Euros (EUR 100,-).

Sämtliche Gesellschaftsanteile wurden integral durch die Zeichner eingezahlt, so daß der Betrag von fünfzehntausend Euros (EUR 15.000,-) der Gesellschaft fortan zur freien Verfügung steht, worüber dem beurkundenden Notar der entsprechende Nachweis erbracht wurde.

Art. 6. Jede ordentliche Hauptversammlung der Gesellschafter wird die Gesamtheit der Mitglieder der Gesellschaft vertreten. Sie wird die ausgedehntesten Befugnisse haben, insbesondere kann sie alle Geschäftshandlungen, die die Gesellschaft betreffen anordnen vollstrecken oder ratifizieren.

Sofern das Gesetz nichts Gegenteiliges vereinbart, werden die Beschlüsse der ordentlichen einberufenen Hauptversammlung der Gesellschafter mit einfacher Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Gesellschaftern angenommen.

Das Gesellschaftskapital und die sonstigen Satzungsbestimmungen können jederzeit durch den alleinigen Gesellschafter oder durch die Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft durch einen einstimmigen Beschluss ändern.

Falls alle Gesellschafter an der Hauptversammlung der Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, daß sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einberufung oder Bekanntmachung abgehalten werden.

Art. 7. Jeder Gesellschaftsanteil gibt Anrecht auf eine Stimme in den ordentlichen und außerordentlichen Generalversammlungen.

Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil anerkennen; falls ein Anteil im Besitz von mehr als einer Person ist, hat die Gesellschaft das Recht die Ausübung aller Rechte des betreffenden Anteils aufzuheben, bis dass eine Person als alleiniger Eigentümer in den Beziehungen mit der Gesellschaft benannt wurde.

Jeder Gesellschaftsanteil gibt ein anteilmäßiges, im direkten Verhältnis zur Gesamtzahl der bestehenden Anteile, Recht am Gesellschaftsvermögen und - Gewinn.

Art. 8. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter begreift, so hat dieser alleinige Gesellschafter alle der Hauptversammlung zuerkannten Befugnisse.

Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters, die im Bereich des ersten Absatzes gefasst werden, werden in ein Protokollbuch eingetragen oder schriftlich niedergelegt.

Ebenfalls werden die Verträge welche zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der von ihm vertretenen Gesellschaft eingegangen werden, in ein Protokollbuch eingetragen oder schriftlich niedergelegt. Nichtsdestoweniger ist diese letzte Vorschrift für laufende Geschäfte die unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden, nicht anwendbar.

Art. 9. Falls die Gesellschaft wenigstens zwei Gesellschafter zählt, sind die Gesellschaftsanteile zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter unterliegt der Zustimmung der Hauptversammlung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Bei Todesfall von einem Gesellschafter, ist der Übertrag von Anteilen an Nichtgesellschafter der Zustimmung der Anteilbesitzer, welche mindestens drei Viertel (3/4) der den Überlebenden gehörende Rechte vertreten, unterlegen. In diesem Fall, jedoch, bedarf es keiner Zustimmung, falls die Gesellschaftsanteile an pflichtteilberechtigten Erben oder an den überlebenden Ehepartner übertragen werden.

Art. 10. Der Tod, der Verlust der Geschäftsfähigkeit, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des alleinigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter werden in keiner Weise die Beendigung der Gesellschaft hervorrufen.

Art. 11. Unter keinen Umständen sind die Gläubiger, Rechtsnachfolger oder Erben eines Gesellschafters befugt Güter der Gesellschaft zu übertragen oder zu pfänden oder rechtliche Dokumente im Namen der Gesellschaft zu unterfertigen.

Das Ausüben von Rechten über die Gesellschaftsanteile eines Verstorbenen wird gemäss Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie abgeändert, geregelt.

Titel III- Geschäftsführung

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens zwei Geschäftsführern verwaltet, die nicht Gesellschafter sein müssen.

Die Geschäftsführer werden von der Hauptversammlung der Gesellschafter, die über ihre Befugnisse, Bezüge und Amtszeit entscheidet, ernannt und abberufen. Ihr Mandat darf den Zeitraum von sechs Jahren nicht überschreiten, und sie werden, solange ihre Nachfolger nicht bestimmt wurden, im Amt bleiben.

Art. 13. Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden wählen. Er kann ebenfalls einen Sekretär wählen, der nicht Geschäftsführer sein muß, und der dafür verantwortlich sein wird, die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Hauptversammlungen der Gesellschafter zu führen.

Der Verwaltungsrat wird auf Einberufung durch den Vorsitzenden, oder zwei Geschäftsführern, an dem in der Einberufung festgesetzten Ort zusammenkommen.

Schriftlicher Bescheid von jeder Sitzung des Verwaltungsrats wird jedem Geschäftsführer wenigstens drei Tage vor der vorgesehenen Stunde für die Sitzung gegeben werden, außer im Falle von Dringlichkeit, in welchem Fall die Natur von solchen Umständen in der Einberufung erläutert werden müssen. Es kann auf diese Einberufung durch Einverständnis per Schreiben oder per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax, oder per email von jedem Geschäftsführer verzichtet werden. Eine spezielle Einberufung wird nicht notwendig sein für eine Verwaltungsratssitzung, welche zu einer Stunde und an einem Ort, die in einem vorausgehenden Arbeitsplan des Verwaltungsrats festgehalten worden waren, stattfinden soll.

Jeder Geschäftsführer kann an jeder Verwaltungsratssitzung durch eine schriftliche, oder per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax, oder per Email gegebene Vollmacht an einen anderen Geschäftsführer handlungsfähig werden.

Im Fall der Anwesenheit nur einem Mitglied des Verwaltungsrates ist es diesem gestattet, einen Sekretär zu ernennen, der nicht unbedingt Geschäftsführer sein muss, um ihn bei der Abhaltung der Sitzungen des Verwaltungsrates zu unterstützen.

Stimmen können ebenfalls schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax, oder per Email abgegeben werden.

Der Verwaltungsrat kann nur ordnungsgemäß beraten und handeln, wenn wenigstens die Mehrzahl der Geschäftsführer an der Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit Stimmenmehrheit aller Geschäftsführer die in Funktion sind gefasst.

Schriftliche Entscheidungen welche alle Geschäftsführern zugestimmt haben und unterschrieben wurden, werden die gleiche Wirkung als die Beschlüsse, die in einer Verwaltungsratssitzung getroffen wurden, haben.

Art. 14. Die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom pro tempore Vorsitzenden, welcher den Vorsitz einer solchen Verwaltungsratssitzung übernahm, unterschrieben.

Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle welche vor Gericht oder anderswo vorgezeigt werden könnten, werden von dem Vorsitzenden, dem Sekretär oder von zwei Geschäftsführern unterschrieben.

Art. 15. Der Verwaltungsrat hat die weitgehendsten Befugnisse, jegliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Namen der Gesellschaft und in dessen Interessen, vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz der Hauptversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse betreffend die tagtägliche Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft sowie die Vertretung der Gesellschaft betreffend solche Geschäftsführung und Angelegenheiten, mit dem vorausgehenden Einverständnis der Hauptversammlung der Gesellschafter, an einen oder mehrere Geschäftsführer des Verwaltungsrats oder an ein Komitee (dessen Mitglieder nicht Geschäftsführer sein müssen), welche unter den Bedingungen und Befugnissen, die vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beraten, übertragen. Er kann außerdem jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person, welche nicht Geschäftsführer sein muss, übertragen, Beamte und Angestellte einstellen oder absetzen und ihre Bezüge festsetzen.

Art. 16. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern, oder durch die Einzelunterschrift oder die gemeinsame Unterschrift der Person oder Personen welcher(n) solche Vertretungsmacht von dem Verwaltungsrat übertragen werden wird, verpflichtet.

Art. 17. Die Geschäftsführer gehen in der Ausübung ihres Mandats keinerlei persönlichen Verpflichtungen hinsichtlich der von der Gesellschaft eingegangenen Verbindlichkeiten ein. Als Bevollmächtigte der Gesellschaft haften sie lediglich für die korrekte Ausführung ihrer Aufgaben.

Art. 18. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft wird am 1. Januar eines jeden Jahres beginnen und am 31. Dezember enden, mit der Ausnahme vom ersten Geschäftsjahr, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnen und am 31. Dezember zweitausendundeins enden wird.

Art. 19. Der Jahresabschluss wird von den Geschäftsführern am Ende eines jeden Geschäftsjahres aufgestellt und den Gesellschaftern am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden.

Vom dem Nettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet werden. Dieser Abzug wird nicht mehr zwingend sein sobald die Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Auf Empfehlung des Verwaltungsrats, wird die Hauptversammlung der Gesellschafter darüber entscheiden, wie über den Nettogewinn verfügt werden wird.

Vorschüsse auf Dividenden können zu jedem Zeitpunkt verteilt werden, unter Vorbehalt der Einhaltung folgender Bedingungen:

1. Zwischenaufstellungen müssen von der Geschäftsführung erstellt werden.
2. Diese Zwischenaufstellungen, die vorübertragenen Gewinne eingeschlossen, lassen einen Gewinn erscheinen.
3. Die außerordentliche Hauptversammlung der Gesellschafter ist allein befugt, über die Verteilung von Vorschüssen auf die Dividende zu entscheiden.
4. Die Zahlung wird von der Gesellschaft nur veranlasst, nachdem sie Sicherheit erlangt hat, dass die Rechte der Gläubiger nicht gefährdet sind.

Titel IV: Abwicklung - Auflösung

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidator(en) (welche natürliche Personen oder Körperschaften sein können), die durch die Hauptversammlung ernannt werden, welche über diese Abwicklung der Gesellschaft entschieden hat und ihre Befugnisse und Vergütungen festlegen wird, erfolgen.

Art. 21. Alle Punkte, die nicht in den vorliegenden Satzungen vorgesehenen sind, werden gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen festgelegt.

Zeichnung - Einzahlung

Die Gesellschafter haben die folgenden Beträge gezeichnet und voll einbezahlt:

Gesellschafter	Gezeichnetes Kapital	Einbezahltes Kapital	Anteile
SCHENECTADY INTERNATIONAL, INC.	12.000,- EUR	12.000,- EUR	120
SCHENECTADY CANADA LIMITED	3.000,- EUR	3.000,- EUR	30
Total:	15.000,- EUR		

Die Gesellschafter erklären, daß die Einlagen voll einbezahlt sind, sodaß die Summe von fünfzehntausend Euro ab heute der Gesellschaft zur Verfügung steht, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt worden ist.

Bescheinigung

Der amtierende Notar erklärt hiermit die in Artikel 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen überprüft zu haben, und bescheinigt ausdrücklich, dass sie erfüllt worden sind.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen werden, sind auf ungefähr vierzigtausend Luxemburger Franken (LUF 40.000,-) abgeschätzt.

Zwecks Eintragung ist das gezeichnete Kapital auf sechshundertfünftausendneunundneunzig Luxemburger Franken (LUF 605.099,-) abgeschätzt.

Beschlüsse der Gesellschafter

Alsdann haben die Gesellschafter, die das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertreten, folgende Beschlüsse gefaßt:

1. Der Gesellschaftssitz ist in L-2210 Luxemburg, 54, boulevard Napoléon I^{er}, festgelegt.
2. Die Zahl der Geschäftsführer ist auf sieben festgesetzt.
3. Die folgenden Personen werden als Geschäftsführer ernannt:
 - Wallace A. Graham, chief executive officer, wohnhaft in 11 Gloria Lane, Schenectady, NY 12309,
 - Heather M. Ward, budgeting manager, wohnhaft in 25 Featherbed Lane, Ballston Spa, NY 12020,
 - Ashley G. Gardner, corporate secretary, wohnhaft in 3 Conifer Drive, Burnt Hills, NY 12027,
 - Gregg W. Brown, corporate sourcing manager, wohnhaft in 34 Deer Run Hollow, Clifton Park, NY 12065,
 - Malcolm A. MacCormick, business development manager, wohnhaft in 110 White Street, Saratoga Springs, NY 12866,
 - Joel S. Williams, treasury manager, wohnhaft in 22 Eureka Avenue, Saratoga Springs, NY, 12866,
 - Lynn Spielmann, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg,
4. Die Frist der Amtszeit der Geschäftsführer wird mit der Hauptversammlung der Gesellschafter welche zweitausendundeins (2001) abzuhalten ist, ablaufen.

Der amtierende Notar welcher die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Antrag der Komparenten, gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache verfasst und der Urkunde eine deutsche Fassung beigefügt ist.

Auf Antrag derselben Komparenten und im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung der Urkunde an den Komparenten, welcher dem beurkundenden Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz bekannt sind, hat dieser mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: L. Spielmann, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2000, vol. 127S, fol. 77, case 1. – Reçu 6.051 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Abschrift zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Hesperingen, den 15. Januar 2001.

G. Lecuit.

(06393/220/393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2001.

COMSTOCK (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 7, Côte d'Eich.
R. C. Luxembourg B 66.667.

—
Extrait de la réunion des associés du 12 janvier 2001

L'associé unique prend acte de la démission de Monsieur Paul Henning de son poste de gérant et nomme en son remplacement Madame Laetitia Charaux en qualité de gérante administrative.

L'associé unique donne pouvoir à Madame Laetitia Charaux pour engager la société jusqu'à un montant de LUF 1.000.000,- et conjointement avec un autre administrateur pour tout montant supérieur à LUF 1.000.000,- .

Luxembourg, le 17 janvier 2001.

Pour réquisition

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 janvier 2001, vol. 548, fol. 45, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05982/636/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CONCALUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale dressé par le notaire Aloyse Biel, de résidence à Capellen, en date du 28 décembre 2000, enregistré à Capellen en date du 2 janvier 2001, vol. 420, fol. 69, case 8:

que l'associé unique a décidé de transférer le siège social de Eischen à L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

Le premier alinéa de l'article 5 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Luxembourg»

que l'associé unique a accepté la démission du gérant technique Monsieur Manuel Jesus Borges, ouvrier, demeurant à Niederkorn, 93, avenue de la Liberté et lui a accordé décharge pour l'exercice de ses fonctions.

Est nommé gérant technique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Eric Berthe, ingénieur civil, demeurant à B-6741 Vance, 32, rue du Faubourg.

Capellen, le 16 janvier 2001.

Pour extrait conforme

A. Biel

Notaire

(05983/203/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

CONCALUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

—
Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

(05984/203/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.

**CORDOBA INVESTMENT HOLDING S.A., Société Anonyme,
(anc. CORDOBA INVESTMENT S.A.).**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 33.509.

—
L'an deux mille, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société anonyme holding CORDOBA INVESTMENT S.A., avec siège social à L-2310 Luxembourg, 54, avenue Pasteur, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la Section B et le numéro 33.509, constituée suivant acte reçu par le notaire Christine Doerner, de résidence à Bettembourg, en date du 28 mars 1990, publié au Mémorial C, numéro 369 du 10 octobre 1990, dont le statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Christine Doerner, en date du 3 juillet 1990, publié au Mémorial C, numéro 18 du 21 janvier 1991.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Pierre Weydert, employé privé, demeurant à L-8319 Olm, 6, rue de l'Egalité.

Le président désigne comme secrétaire Madame Margarita Schambourg, employée privée, demeurant à L-7740 Colmar Berg, 19, avenue Gordon Smith.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Madame Marie-Josée Jähne, employée privée, demeurant à L-3676 Kayl, 133, rue de Schiffflange.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant d'actionnaires représentés à la présente assemblée, paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination sociale de la société de CORDOBA INVESTMENT S.A. en CORDOBA INVESTMENT HOLDING S.A., et modification subséquente des Titre I, a), et Titre II, article 1^{er} des statuts de la Société.

2. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société de CORDOBA INVESTMENT S.A. en CORDOBA INVESTMENT HOLDING S.A., et ainsi modifier les Titre I, a), et Titre II, article 1^{er} des statuts pour leur donner dorénavant la teneur suivante:

«Titre I^{er}.-

a) La «Société» signifie: CORDOBA INVESTMENT HOLDING S.A., constituée conformément aux présents statuts.»

«Titre II.-

Art. 1^{er}. Statut et dénomination. Il existe une société anonyme holding sous la dénomination de CORDOBA INVESTMENT HOLDING S.A.»

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant la parole, le président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à vingt-cinq mille francs (25.000,- LUF).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ces derniers ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Weydert, M. Schambourg, M.-J. Jähne, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 28 décembre 2000, vol. 127S, fol. 67, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederanven, le 15 janvier 2001.

P. Bettingen.

(05990/202/64) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2001.